

FICHE DE PRESENTATION

1 Quelle stratégie face à la politique du « zéro mort » ?.

2. Chef de bataillon (Terre) ESTRELLA Eric, France.

3. 10 mars 2000

4. groupe D 2

5. Mémoire de stratégie.

6. Aujourd'hui la guerre a fait naître un nouveau concept dit du « zéro mort ». Dans l'esprit, cette notion est pour l'Europe comme pour les Etats-Unis, une volonté affirmée de remplir leurs engagements, au mieux en évitant, au minimum en réduisant les pertes humaines amies, civiles et mêmes adverses. Mais dans la lettre, elle peut pousser aussi vers une logique de non-engagement, voire une impasse stratégique car il faudra toujours aller sur le terrain pour le conquérir et il est probant que les derniers conflits ont été aussi meurtriers que les conflits précédents.

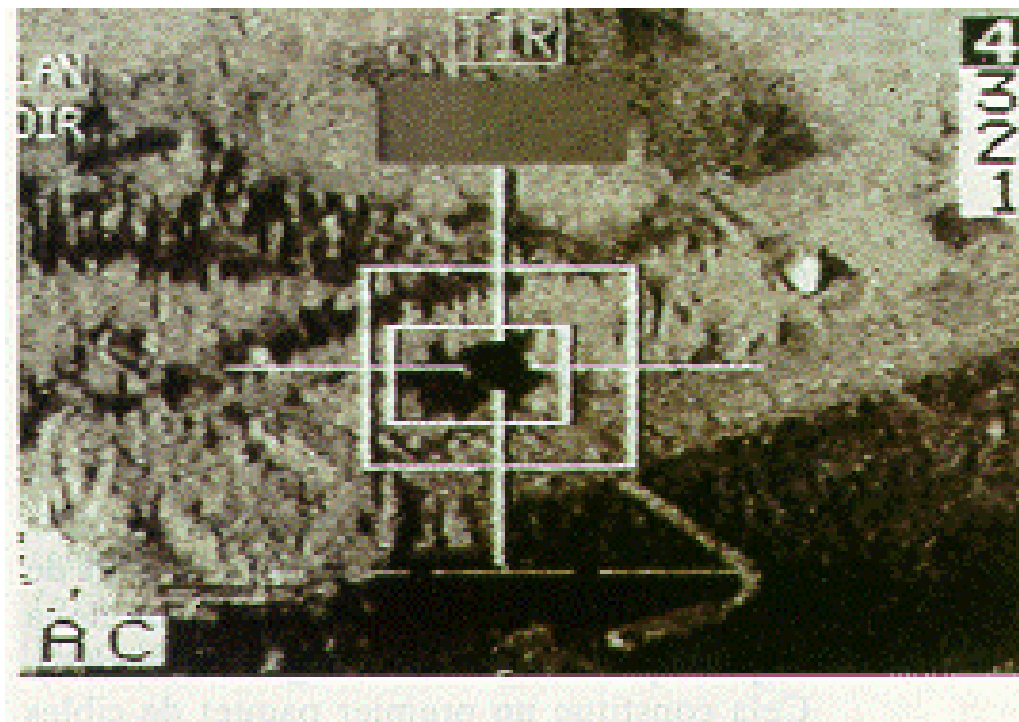
Par l'apport de nouveaux facteurs, notamment technologiques, qui ont émergé durant le XX^e siècle, cette stratégie récente se caractérise aussi par un engagement total au niveau politico-militaire. Cependant, elle présente des limites notables et des contraintes lourdes qui n'en font pas la solution définitive à tous les conflits d'aujourd'hui.

7.zéro mort, guerre moderne, technologie,



7^o promotion

Mémoire de STRATEGIE



Rédacteur : CBA ESTRELLA

Sujet :

Quelle stratégie face à la politique du « zéro mort » ?



Le point, octobre 1999

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	5
1. L'ÉMERGENCE DE NOUVEAUX FACTEURS.....	6
1.1 L'ÉVOLUTION DE LA GUERRE MODERNE.....	6
1.1.1 <i>La première guerre moderne : la rupture.....</i>	6
1.1.2 <i>La seconde conflagration mondiale : confirmation et horreurs.....</i>	7
1.1.3 <i>La glaciation stratégique et l'hégémonie technologique.....</i>	8
1.2 LA NOUVELLE DONNE GÉOPOLITIQUE ET SOCIALE.....	10
1.2.1 <i>Le nouveau désordre international.....</i>	10
1.2.2 <i>Un environnement médiatique incontournable.....</i>	12
1.2.3 <i>L'évolution des attitudes et des mentalités.....</i>	13
2. QUELLE STRATÉGIE?.....	15
2.1 UNE STRATÉGIE TOTALE ET ADAPTÉE.....	15
2.1.1 <i>Une prévention toute politique.....</i>	15
2.1.2 <i>Une gestion élargie.....</i>	16
2.1.3 <i>Une gestion de bout en bout.....</i>	18
2.2 UNE STRATÉGIE MILITAIRE INDIRECTE.....	19
2.2.1 <i>La massification des effets.....</i>	19
2.2.2 <i>La maîtrise de l'information.....</i>	21
2.2.3 <i>Le combat non attritionnel.....</i>	22
3. LES LIMITES.....	25
3.1 DES CAPACITÉS LIMITATIVES.....	25
3.1.1 <i>Des effets pervers.....</i>	25
3.1.2 <i>Une attitude affaiblissante.....</i>	26
3.2 LA PROBLÉMATIQUE POLITIQUE.....	27
3.2.1 <i>Des coalitions fragilisées.....</i>	27
3.2.2 <i>Une mobilisation difficile.....</i>	29
3.3 DES CONTRE STRATÉGIES.....	30
3.3.1 <i>La stratégie asymétrique.....</i>	30
3.3.2 <i>La maîtrise du temps et des conditions.....</i>	32
CONCLUSION.....	35
BIBLIOGRAPHIE.....	36

Introduction

« Remporter cent victoires en cent combats n'est pas ce qu'il y a de mieux, soumettre l'ennemi sans combat est ce qu'il y a de mieux ». SUN ZI, l'Art de la guerre.

Au XVIII^e siècle certaines batailles se gagnaient sans combattre, par le jeu de la manœuvre et de la recherche de la supériorité sur le terrain, et par le discernement des princes, à se juger vaincus.

En ce début de XXI^e siècle, après deux conflits mondiaux meurtriers, un concept nouveau a fait son apparition dans les doctrines de défense de certains pays occidentaux. Appelée option « zéro mort », il est devenu en quelque temps un objectif et une contrainte incontournable à tout engagement dans les conflits armés de différentes natures. Dans l'esprit, cette notion est pour l'Europe comme pour les Etats-Unis, une volonté affirmée de remplir leurs engagements, au mieux en évitant, au minimum en réduisant les pertes humaines amies, civiles et mêmes adverses. Mais dans la lettre, elle peut pousser aussi vers une logique de non-engagement, voire une impasse stratégique.

Parallèlement cette option ne prend de sens que grâce aux progrès techniques et n'atteint une quelconque validité que dans le cadre d'une supériorité écrasante permettant de faire la guerre à distance, d'éviter tous dommages collatéraux et d'anéantir au préalable toutes les capacités de défense de l'adversaire. Cependant le contexte international est de plus en plus complexe et instable car les nationalismes, les revendications territoriales, les confrontations latentes internes,... ne sont plus étouffés par le bipolarisme et en conséquence, les pays occidentaux doivent faire face à de plus en plus de crises, conflits ou guerres de basse intensité. De plus si d'un côté les missiles possèdent une précision du mètre, de l'autre les responsables politiques doivent résoudre l'équation qui consiste en une mise en balance des objectifs désirés et des pertes consenties à leur réalisation.

Ainsi l'émergence de l'option « zéro mort » a été favorisée par l'importance des technologies, un contexte politico-médiatique particulier et un éloignement des menaces sur les démocraties occidentales. Soumis graduellement aux pressions des opinions publiques et des médias, les dirigeants politiques cherchent d'un côté, à engager leurs armées car ils sont conscients qu'elles participent pleinement au rayonnement de leur pays à l'étranger et de l'autre ils refusent d'avoir à rendre des comptes aux citoyens en cas d'échec des militaires.

Au sein de ce contexte géopolitique, culturel, technologique et politico-militaire complexe, une stratégie nouvelle peut donc se définir pour répondre au concept du « zéro mort ».

Par conséquent, au travers de l'analyse des facteurs nouveaux qui ont émergé durant ce siècle, cette stratégie récente peut se caractériser par un engagement total au niveau politico-militaire, mais aussi par des limites notables et des contraintes lourdes qui n'en font pas la solution définitive de tous les conflits d'aujourd'hui.

1. L'émergence de nouveaux facteurs

Jusqu'à l'aube du premier conflit mondial, la stratégie militaire était purement basée sur la maîtrise du territoire. Cette stratégie va s'amplifier puis se modifier avec l'apport d'armes nouvelles, des conflits de type et de nature différents et des acteurs nouveaux.

1.1 L'évolution de la guerre moderne

1.1.1 La première guerre moderne : la rupture

La principale rupture avec les guerres et les stratégies des siècles précédents s'est produite avec le premier conflit mondial. En effet, la guerre 14-18 s'inscrit comme la première guerre totale ou la première guerre moderne. Ainsi concrètement, la traditionnelle et restrictive manœuvre des bataillons appuyés par l'artillerie et la cavalerie cède dès 1916 la place à de nouveaux moyens qui transforment totalement la guerre, sa stratégie et ses objectifs. La nécessité de vaincre devient la loi suprême et toutes les forces des pays sont alors mobilisées : forces politiques, économiques, technologiques et militaires.

La stratégie de ce conflit est fondée sur le fait qu'il faut détruire l'ennemi qui défend un territoire tenu. L'importance des armes de destruction naissantes influent de plus en plus sur l'emploi des forces de façon à appliquer ce qu'enseignait déjà le colonel Pétain à l'école de guerre : «Le feu tue ». Ainsi apparaît la combinaison plus prononcée du mouvement et du feu. Pratiquement c'est l'apparition et l'emploi du char puis ensuite l'intervention de l'avion à Verdun qui s'imposent maintenant dans le combat aéroterrestre et qui fait tendre la volonté du stratège militaire vers la maîtrise à la fois du territoire et de l'air. La guerre intègre une nouvelle dimension.

Si le char, Little Willie, n'est encore qu'une automitrailleuse à chenille en 1915, il devient en 1916 un élément déterminant pour impulser le mouvement et le feu, et de plus cette même année, c'est Beretta qui change les règles du combat en pleine guerre des tranchées avec l'introduction du pistolet-mitrailleur. D'autre part, le char répond au besoin de bousculer et de franchir les tranchées, d'être le feu qui tue et avance irrésistiblement. Pour l'avion, il répond lui au besoin de sortir de la guerre de siège et de retrouver la guerre de mouvement. Ces principes nouveaux s'accompagnent parallèlement d'une augmentation de la portée de l'artillerie et de l'accroissement du nombre de pièces. Le rapport sur le champ de bataille entre l'infanterie et l'artillerie s'équilibre en faveur du second dès la fin 1916. Il faut détruire de loin car le front est immobile et pour gagner face à ces nouvelles armes il ne suffit plus de partir héroïquement à l'assaut. Pour cela, d'un simple emploi de bouches à feu, l'artillerie se déploie sur le terrain en système doté de ces moyens autonomes d'observation et de transmission.

Dès 1916 ces nouvelles armes et leurs nouveaux concepts d'emploi répondent au besoin stratégique de retrouver le mouvement et d'abrèger aussi la guerre. Par exemple, dès 1915 l'avion alors seulement de reconnaissance est équipé de bombes et l'état-major retient le bombardement stratégique des villes, gares et de la logistique ennemie. Ainsi d'août 1914 à mai 1916, des missions de renseignements à la chasse, l'aviation française devient une véritable arme de guerre. La première guerre mondiale en devient la première guerre mécanique.

Techniquement apparaît aussi en 1910 la radio qui en 1922 devient portable avec seulement 10 kilos et équipe les premières voitures¹. De façon générale, les scientifiques ont travaillé au sein des forces armées pour développer d'autres nouveaux systèmes d'armes comme la détection acoustique des avions et des sous-marins, permettant aussi d'optimiser les appareils industriels connus.

Mais aussi, ce conflit mondial voit l'émergence des armes biologiques et chimiques avec l'emploi du chlore dans le secteur d'Après le 22 avril 1915 qui permit une percée allemande de quatre kilomètres sur un front figé. Cette opération sera renouvelée près de 50 fois par les Allemands entre 1916 et 1917. Ainsi apparaissent au cours de ce premier conflit mondial les trois catégories d'armes chimiques : les irritants, les suffocants et les vésicants dont les grands toxiques. Cette variété de catégories fait naître dans ce domaine aussi de nouveaux concepts d'emploi offensifs et défensifs. L'emploi stratégique de ces armes avait uniquement pour but d'éparpiller l'ennemi et de faciliter l'offensive.

La grande guerre devait être brève et toute de mouvement. Elle sera le berceau des nouveaux facteurs de la guerre moderne et modifie de fond en comble les concepts stratégiques et tactiques. La stratégie militaire en 1918 consacre donc la combinaison de la guerre de mouvement tant terrestre et qu'aérienne en intégrant la destruction massive et rapide par l'artillerie et l'aviation de bombardement, la décision par les chars et l'infanterie. La guerre de 1918 est différente de celle de 1914 ou des précédentes. La guerre a changé et, même si le sacrifice consenti par les peuples est accepté et compris par les populations, cette guerre a marqué les esprits par ces 10 millions de morts dont 1,5 millions de français. Cette « der des ders » a laissé la place à la seconde guerre mondiale et ses horreurs que les armistices des 11 novembre et 8 mai continuent de rappeler.

1.1.2 La seconde conflagration mondiale : confirmation et horreurs

La seconde guerre mondiale fut encore une guerre de masses humaines. Le char, l'avion et le sous-marin y trouvèrent leur épanouissement. Leur pouvoir destructeur était alors multiplié soit par leur combinaison soit par leur concept d'emploi. Par exemple l'imprécision des bombardements aériens amène le concept de « bombardement de zone » où pour détruire un objectif (un pont ou des industries), il est réalisé des tapis de bombes qui auront des effets dévastateurs sur les villes et les populations². Cette guerre apporta aussi de nouvelles armes tel le radar à ondes courtes pour la lutte anti-sous-marine puis antiaérienne et la charge creuse mais aussi par la naissance en 1940 du turboréacteur, qui donnera naissance dès 1941 au chasseur à réaction mis au point par l'ingénieur allemand Heinkel. Mais si l'artillerie a gardé sa prédominance sur l'infanterie, c'est avec l'avion à réaction et le V1 puis le premier missile balistique conçu par Dornberger, von Braun, et Oberth au nom de code V2 que s'est amorcée une nouvelle stratégie de la guerre. Le début de l'ère spatiale a donc été fixé le 3 octobre 1942 quand a été lancé le premier V1, suivi par le lancement en masse des V2. Ces nouvelles armes autopropulsées ont profondément bouleversé la physionomie stratégique et remplacé rapidement d'autres armes conventionnelles comme les bombardiers stratégiques. La première bombe atomique supérieure à 20000 tonnes de TNT sur Hiroshima en mai 1945 mettait un point final à la physionomie des nouveaux conflits à venir.

Parallèlement apparaissent les énergies dirigées avec le laser et le traitement de l'information de masse de données dans les premiers ordinateurs d'IBM. C'est le début de la révolution électro-informatique de l'armement militaire.

¹ la Ford T notamment aux USA

² Brème 1943 et Dresde 1945

La seconde guerre mondiale met en avant la guerre totale par l'importance de la puissance industrielle. Par exemple, la puissance industrielle et humaine soviétique a absorbé le Blitz dès 1943. A partir de 1944, les Etats-Unis quant à eux alignent peu à peu les moyens de la machine industrielle et imposent la guerre interarmées et coalisée, intégrant la prépondérance de la logistique. Ils sont aussi à l'origine du projet RADAR qui permettra à l'Angleterre puis aux alliés de gagner la bataille du ciel car par exemple, le préavis que la chasse anglaise possédait grâce aux premiers radars en 1941, lui a permis de devancer les raids allemands en les interceptant efficacement malgré un nombre d'avion inférieur. Mais aussi les Etats-Unis sont les initiateurs du projet Manhattan qui donnera l'arme atomique.

Au-delà de cette concrétisation technique c'est l'intégration du monde scientifique dans le milieu militaire en tant que moteur technologique qui est le fait qui va marquer la seconde partie du 20^e siècle.

Enfin comme la première guerre mondiale, ce deuxième conflit a renforcé au travers de l'atrocité des combats, de l'occupation allemande ou japonaise, ou de l'holocauste, le sentiment d'horreur des populations, des chefs militaires et des responsables politiques occidentaux envers la guerre.

1.1.3 La glaciation stratégique et l'hégémonie technologique

La glaciation stratégique entre le bloc occidental et le bloc soviétique héritée de la seconde guerre mondiale va générer une course aux technologies. Cette seconde partie du 20^e siècle voit la naissance de multiples réponses techniques aux problématiques des conflits mais aussi en conséquence, un éloignement de plus en plus important du soldat du champ de bataille.

L'ère de la dissuasion nucléaire prend naissance dès le test de la bombe le 16 juillet 1945 au Nouveau Mexique. Pendant ce temps le premier ordinateur électronique permet à l'artillerie d'ajuster plus précisément ses tirs. Ce même ordinateur permettra de mettre au point la bombe H³ dès 1947 en même temps que l'avion supersonique. Ensuite le premier sous-marin nucléaire en 1955 précède le premier réseau informatique par l'intermédiaire de lignes téléphoniques, Arpanet⁴. L'apport des transmissions de données développe les concepts de gestion de l'information après le recueil des renseignements d'origine humaine puis électromagnétique.

L'ampleur de ces technologies va permettre de développer un nouveau concept d'emploi comme par exemple le concept OOAD⁵ qui résume cette volonté de cohérence et d'efficacité, à la fois dans la maîtrise de l'information mais aussi dans l'efficacité des tirs sur l'objectif. La maîtrise du temps et de la conduite des opérations devient alors primordiale tant au niveau stratégique qu'opératif générant ainsi de nouvelles procédures, organisations du commandement et règles d'emploi des forces.

Cependant, les tapis de bombes de la seconde guerre mondiale se retrouveront dès le début de la guerre du Viêt-Nam malgré l'apport des viseurs et des calculateurs et ce jusqu'en avril 1972. Au cours de ce conflit d'ailleurs, les pilonnages imprécis et dévastateurs en terme de dégâts collatéraux notamment ont cédé la place aux premières frappes chirurgicales. En effet des groupes de quelques avions suffisaient pour détruire les objectifs ponctuels grâce à de nouvelles « bombes intelligentes ». Ces bombes étaient munies d'ailettes orientables sur la partie arrière et d'un détecteur capable de repérer en permanence la cible, sur la partie avant. Le Viêt-Nam introduisait un bouleversement stratégique. Le concept de « munition

³ thermonucléaire

⁴ avec envoi de mails

⁵ observation, orientation, décision, action

intelligente » était né et révolutionnait les données de la guerre en contribuant à inverser le rapport énergie/précision et en remplaçant ainsi en pleine guerre froide la course au gros tonnage d'explosif par la course aux hautes précisions sur objectifs.

Au niveau de la conception dès 1960, les wargames ont été sollicités pour répondre aux complexités de la guerre froide puis de la guerre du Viêt-Nam, et sont apparues les premières simulations politico-militaires au niveau stratégique intégrant aussi des facteurs psychologiques. Déjà vers 1820, les Prussiens inventent le Kriegsspiel⁶, joué avec des soldats de plomb sur du sable. Enthousiasmés, ils en généralisent l'usage dans l'armée et comme ils gagnaient toutes les batailles, ils sont rapidement imités par de nombreux pays, essentiellement pour l'instruction des officiers. Toutes les guerres depuis le Viêt-Nam sont ainsi déroulées par les américains sur wargame comme par exemple la guerre du golfe qui apparaît comme un jeu vidéo et qui, en fait, a été préparée avec un jeu, un wargame.

L'étape suivante dans cette course à des armes de haute précision et des simulations d'aide à la décision fut dans les années 80 la création de « l'arme à effets collatéraux réduits », plus connue sous le nom de « bombe à neutrons ». Les caractéristiques de cette nouvelle arme étaient de pouvoir tuer ou mettre hors de combat toutes les forces adverses, même sous blindage, tout en réduisant les effets collatéraux⁷ dans une zone de petite dimension autour du point d'explosion. Ensuite dès 1983, apparaissent les avions furtifs tel que le F117 avec une SED⁸ d'une mouette mais aussi est lancé le programme américain IDS⁹ de protection contre une attaque de missiles balistiques. L'objectif recherché alors est d'assurer la paix intercontinentale par une annihilation de facto de la menace nucléaire.

Mais parallèlement des textes officiels d'analyse au pentagone dès la fin des années 80 mettent en avant le fait que « plutôt de venir au contact de l'ennemi, il est préférable de le détruire à distance. La combinaison de senseurs, des systèmes de commandement et de suivi de l'exécution avec des armes de frappe précise à longue distance dominera l'essentiel des combats ». Ces textes et les « armes intelligentes » s'inscrivent dans la suite de la cinquième convention de Genève issue de la seconde guerre mondiale et qui interdit formellement aux stratèges occidentaux de viser directement des populations civiles. En effet « en vue d'assurer le respect de la protection civile, des biens à caractère civil, les parties en conflit doivent en tout temps faire la distinction entre la population civile et les combattants ainsi qu'entre les objectifs à caractère civil et les objectifs militaires et, par conséquent ne diriger leurs opérations que contre des objectifs militaires ». Cette cinquième convention proscrit aussi « des méthodes ou des moyens de combat dont les effets ne peuvent pas être limités (...) et qui sont en conséquence (...) propres à frapper indistinctement des objectifs militaires et des personnes civiles ou des biens à caractère civil ».

Dans ce contexte, les opinions publiques sont devenues de plus en plus sensibles et par exemple, les événements d'Algérie sont restés les plus vivaces dans l'esprit des français parce que le contingent fut engagé. Parallèlement la première guerre mondiale fit des victimes essentiellement militaires ou des civils mobilisés épargnant les grandes villes. En revanche, la seconde guerre mondiale fit moins de morts mais fut dévastatrice chez les civils en raison des nombreuses déportations.

Toutes ces guerres ont marqué l'esprit des peuples occidentaux mais à des degrés divers selon leur culture et la nature des conflits.

⁶ jeu de guerre ou wargame

⁷ effets de souffle et de rayonnement

⁸ surface équivalent radar

⁹ initiative de défense stratégique (SDI ou strategic defense initiative)

La guerre froide en cela est la continuité de cette logique technologique et culturelle. La guerre totale de l'ère industrielle se traduit par la construction en masse de missiles et de charges nucléaires qui épuise économiquement et de plus ces armements protègent tout en se gardant de frapper réellement en raison du risque exorbitant de la destruction mutuelle totale. Cette protection idéale et convaincante que représente la dissuasion nucléaire repousse en plus l'idée d'un conflit armé conventionnel coûteux en vies humaines. Cette situation dans une période d'expansion économique paralyse puis érode le sentiment de défense et d'engagement des populations occidentales. Avec la fin de la guerre froide et en entrant dans l'ère de l'information les dirigeants occidentaux recherchent de nouveaux objectifs sans avoir recours aux armes.

Ainsi plus de 30 ans après la seconde guerre mondiale, les armes balistiques avaient vu leur imprécision divisée par 10 et l'énergie de leur charge divisée par mille. Précision et miniaturisation deviennent les maîtres mots de toutes les armes de frappe permettant ainsi de trouver un équilibre stratégique entre les frappes nucléaires destructrices et sans appel, et les bombes classiques imprécises et limitées. Les missiles de croisière sont une réponse en offrant des frappes chirurgicales à 2500 km. L'opération « Desert Storm » en janvier 1991 a vu pour la première fois l'emploi des missiles de croisière depuis les navires de la marine américaine : le tomahawk¹⁰. Ce conflit permit de mettre en œuvre toutes sortes « d'armes intelligentes » notamment guidées par laser depuis des avions furtifs. Cette technologie avait atteint son objectif militaire en détruisant dès les premières nuits des cibles militaires stratégiques situées dans la profondeur du dispositif ennemi. Mais parallèlement relayé par la presse, ces frappes chirurgicales donnaient un nouveau visage à la guerre dans l'opinion publique internationale. Ainsi se concrétisait un facteur fondamental dans cette évolution permanente de la guerre moderne, l'allongement de la distance de tir. La guerre du golfe a en quelque sorte entériné le concept de guerre propre au travers de l'apparition de deux données : en premier lieu les « munitions intelligentes » à la destruction précise et efficace, et en second lieu les médias relayant les faits et parallèlement causant un impact psychologique dans l'opinion occidentale. La conjonction de ces deux données promouvant la « bombe propre » c'est à dire aux yeux de l'opinion publique une bombe suffisamment intelligente pour ne détruire que les forces militaires ennemies.

1.2 La nouvelle donne géopolitique et sociale

1.2.1 Le nouveau désordre international

La lutte armée s'inscrit maintenant dans un contexte plus complexe et plus régionalisé. Les adversaires sont de formes multiples : groupuscules nationalistes, communautaires, autonomistes identitaires, indépendantistes.

L'ordre mondial fondé sur l'affrontement des deux superpuissances, détentrices de l'arme atomique, n'est plus. L'utopie d'un nouvel « ordre mondial » s'est transformé en cauchemar. La guerre semble reprendre ses droits. Ainsi aux sanglantes montées de fièvre ethnique, religieuse ou nationaliste s'ajoutent les menaces de types nouveaux : des zones où le droit international (ou des états) n'a plus cours, coopération entre les organisations criminelles transnationales (drogue, criminalité financière,...), terrorisme nucléaire, menaces biologiques et chimiques,... Les conflits traditionnels entre états font place à des affrontements inter-étatiques par la balkanisation de l'URSS, l'implosion de nombreux pays¹¹. Les armées privées se multiplient tout en s'organisant et en s'équipant comme des armées officielles. La mobilité

¹⁰ initialement développés pour transporter des charges nucléaires

¹¹ Rwanda, Burundi, Somalie, Afghanistan

transnationale instantanée des flux de capitaux comme d'information pose de délicats problèmes de sécurité.

Mais aussi, la guerre de l'information pénètre l'économie, la culture et les réseaux informatiques sont quotidiennement attaqués. C'est la menace d'un « Pearl Harbour » électronique !.

L'époque d'un ennemi clairement identifié et connu est terminée avec la disparition de l'URSS et celle du pacte de Varsovie. Même s'il existe encore suffisamment d'armes nucléaires pour les détruire, les démocraties occidentales estiment qu'elles ne sont plus directement menacées. La notion de défense du sol national n'est plus une préoccupation majeure des responsables politiques et militaires. L'ordre mondial fondé sur l'équilibre d'un gigantesque face-à-face et sur une dissuasion réciproque a été remplacé par un désordre stratégique difficile à appréhender par la première puissance mondiale et ses alliés. La guerre reprend ses droits mais sous d'autres formes.

Les menaces sur la paix mondiale n'ont donc pas disparu mais au contraire se sont diversifiées et les affrontements intra-étatiques, qui sont des guerres civiles, se succèdent. C'est le désordre et même le chaos stratégique. Il faut prévoir et travailler dans l'incertitude et l'inattendu si bien que les scénarios sont devenus à la fois nombreux et inconnus.

L'extraordinaire mutation idéologique, géopolitique et stratégique survenue ces dernières années ne peut évidemment qu'accentuer ces phénomènes. Non seulement les grands affrontements – type maître de la terre - maître de la mer ou "ennemis héréditaires" – paraissent pour l'heure condamnés, mais la violence semble se "sociologiser", se parcelliser, "s'intérioriser", les problèmes extérieurs et intérieurs, la guerre civile et la guerre étrangère, tendant de plus en plus à s'imbriquer.

Aujourd'hui la guerre est limitée aux yeux d'un gouvernement quand il est capable d'envisager des conséquences pires que l'impossibilité de vaincre. Une paix de compromis, par exemple, une issue peu convaincante du conflit et même l'acceptation d'une défaite sur des termes négociés peuvent être considérées comme plus acceptables que l'extension de la zone des combats, particulièrement dans le territoire métropolitain, meilleures que l'intervention armée d'états tiers, meilleures que diverses formes d'escalade, meilleures que le dépassement du niveau supportable des pertes humaines, meilleures que de courir un risque ou de prendre des responsabilités illimitées.

Il paraît donc sage d'essayer de caractériser la situation présente par un autre concept que l'on peut emprunter à la pensée stratégique classique. Il y a "attente stratégique". En effet, lorsqu'en raison de l'ignorance de ce que veut faire l'ennemi (aujourd'hui en raison de l'absence d'ennemi désigné), il n'est pas possible d'adopter une posture définie, qu'elle soit offensive ou défensive, et que la seule solution consiste à se tenir prêt à faire face à n'importe quelle éventualité. Par ailleurs, les guerres d'aujourd'hui sont devenues des guerres entre des populations qui ne peuvent vivre ensemble et qui n'ont rien à négocier. Ces populations se perçoivent comme des menaces absolues. L'objectif est alors que l'adversaire disparaisse et non pas qu'il négocie ou qu'il cède. Il ne s'agit plus d'États Nations établis, dont l'égalité, la légitimité, la souveraineté et le droit de gérer la violence étaient jadis garantis par les institutions internationales dont elles sont membres de droit, et qui se faisaient la guerre pour amener l'autre à la négociation.

Alarmée par ce réveil imprévu de la violence à l'état pur, la communauté internationale, empêtrée dans ses contradictions, n'a probablement pas perçu le danger qu'il y avait à accélérer la décomposition des États par la reconnaissance implicite d'un "droit d'ingérence" - ce que la charte des Nations unies avait pourtant bien pris soin d'interdire. Elle s'est attribuée

d'autorité ce droit pour se donner bonne conscience face aux erreurs commises, par la proclamation de ce "droit" - que beaucoup, pour sauver les apparences, voudraient voir qualifier de "devoir" - elle prétend en effet ressentir comme une obligation morale le besoin de faire cesser cette violence que, sans l'admettre, elle a parfois provoqué en jouant les apprentis sorciers. En admettant la possibilité de restreindre, voire de supprimer la souveraineté des états incriminés, les défenseurs du droit international ont confondu cette souveraineté, attribut essentiel du droit, avec les prérogatives dont ces mêmes états peuvent disposer. En s'autorisant des actions d'ingérence, ils mettent en évidence que les comportements des États sont d'une toute autre nature que ceux de leurs citoyens. Là est la difficulté majeure qu'il y a aujourd'hui à mener des actions de force là où la paix est menacée.

1.2.2 Un environnement médiatique incontournable

L'exemple frappant est celui de la Somalie où l'exploitation médiatique intensive et négative d'événements de portée limitée a conduit au retrait peu glorieux des forces américaines qui jouissaient pourtant de la supériorité numérique et technologique. Les possibilités de diffusion instantanées par satellite donnent un caractère immédiat à l'information moderne

Concernant la guerre du Golfe, l'importance des médias est sensible comme l'illustre cette phrase : « Ceci ne sera pas un autre Viêt-Nam » avait déclaré le président américain Bush à propos de la guerre du Golfe en 1991. La présentation télévisée de la guerre du Viêt-Nam a montré petit à petit à l'opinion publique américaine que c'était une guerre sale. Dans une guerre propre il n'est pas question d'écraser une ville sous les bombes pour détruire un objectif militaire. Alors s'est inscrit dans la culture collective des civilisations démocratiques l'attachement impérieux au prix de la vie de ses soldats engagés dans un conflit.

D'autre part, après l'intervention américaine dans l'île de la Grenade (1983), les autorités américaines ont regretté d'avoir refusé toute présence journalistique durant les premières journées et d'avoir été ensuite contraintes d'ouvrir le théâtre des opérations à un contingent limité de reporters, autorisés à travailler à des heures précises : les médias avaient dû se rabattre sur les sources officielles, souvent discordantes et, par exemple, sur des radioamateurs - sources de "mésinformation". Enfin, durant l'intervention à Panama (1989), la mise à l'écart des journalistes fut officiellement déclarée "contre-productive" et la couverture malheureuse de cette importante action à l'extérieur fut heureusement interrompue par celle, considérable, de la chute du régime Ceausescu. Les armées avaient compris que leur intérêt était de jouer de la médiatisation à leur profit, en sur médiatisant certaines séquences clés de la crise ou de l'engagement

Cependant, la vérité, c'est qu'on ne sait rien. Rien n'est vérifiable. L'information virtuelle et cinématographique est renforcée par de fréquentes supputations. Par exemple le premier jour de la guerre du Golfe, une chaîne de télévision n'avait-elle pas annoncé 300 000 morts, malgré les traumatismes et les ridicules subis par la profession lors des événements roumains de 1989 ? De même, pour les 18 000 tonnes de bombes déversées en une seule journée (2 000 sorties d'avions), ce chiffre étant le résultat d'une erreur commise dans la précipitation par un général américain lors d'une émission de télévision - bévue mondialement répercutée. L'exagération pouvait alors toucher au morbide. Après la guerre, dans une indifférence relative, les pertes irakiennes furent évaluées à quelque 100 000 morts. Cet oubli de la simple dimension humaine avait d'ailleurs été accentué par les pertes minimales du côté de la coalition. Pourtant, avec autant de légèreté, certains avaient prédit, avec une précision de fossoyeur, 65000 morts pour la coalition en cas d'attaque terrestre initiale sans bombardement aérien. Enfin, même sur le plan international, les chefs d'Etat ont utilisé le canal médiatique comme un canal diplomatique, par-delà leurs innombrables "points de presse", les relations internationales se voulant sous vitrine. On se sert des médias, non seulement pour

manipuler, mais aussi pour tromper (annonce d'un débarquement amphibie au Koweït) ou pour échanger par média interposé des discours, ce qui est de bonne guerre.

L'arme de l'information permet de mener une guerre psychologique. En laissant passer des informations invérifiables sur les réseaux, il est possible de faire de l'intoxication, de la déception ou de la désinformation. L'hypermédiatisme correspond à l'achèvement du processus d'individualisation des médias qui a commencé à s'amorcer dans les années 70 par le développement des moyens audiovisuels légers et l'ordinateur puis du téléphone individuel. Une campagne de désinformation ou de propagande se caractérise par la définition du but politique, la désignation d'une cible, le choix d'un thème, la planification d'une campagne. La guerre mondiale est provisoirement morte mais chaque guerre est mondialisée en raison des techniques de l'hypermédiatisme. La visibilité des guerres interpelle les opinions publiques et remonte vers le décideur politique par les canaux démocratiques. Les chaînes de télévision, comme CNN, recherche ou achète très cher des images de scènes de combat, de blessés voire de tués et les transmettent en temps réel. De plus les opinions publiques ne sont pas disposées à voir leurs soldats mourir sur des théâtres d'opération lointains. Ainsi toute stratégie du « zéro mort » devenant une guerre de techniciens doit être aussi couplée à la guerre de l'information qui comprend la limitation des droits des médias voire une manipulation des médias. Tout d'abord en amont il est nécessaire de justifier le conflit par l'intermédiaire d'une coalition et de mandats d'engagement votés par l'ONU. Cette légitimation de la force doit justifier en externe et vers l'étranger le bon droit de l'intervention via les canaux d'information, tout en diabolisant l'adversaire. Cette démarche nécessaire n'est cependant pas officielle mais bien réelle comme cela a été démontré lors de la guerre du Golfe.

Le citoyen téléspectateur réclame de l'état nation qui se désengage de plus en plus de ces responsabilités régaliennes au profit d'organismes supranationaux, plus de sécurité car son environnement proche et le reste du monde lui semblent de plus en plus hostile, difficile et instable. Le martèlement médiatique à haute dose est insidieux et est devenu un enjeu stratégique. Il peut être considéré comme un moyen de stratégie indirecte.

Aujourd'hui le monde a basculé dans une civilisation de l'audiovisuel. L'image touche le conscient, l'affectivité : " le poids des mots, le choc des photos ". Mais le citoyen spectateur a tendance à considérer le vu comme vrai. Plutôt surinformé que sous-informé, le citoyen est sûrement mal informé et trop souvent désinformé. L'image acquiert donc une puissance de conviction incomparable. La guerre est donc ressentie comme l'affaire des autres. Dans une quiétude totale que confère la distance et le temps entre l'événement télévisuel et son spectateur.

1.2.3 L'évolution des attitudes et des mentalités

Dès le début des années 90 et avec la disparition du bloc de l'Est, la sécurité aux frontières des pays occidentaux et la stabilité sociale poussent au confort et au rejet du don de soi et donc au besoin d'engagement dans la défense. Ce sentiment des populations a été conforté dès la fin de la guerre froide par les dirigeants des pays occidentaux à vouloir renouer avec le rêve de la paix universelle.

Dans le cas du Kosovo, dernier et récent exemple, au-delà des questions immédiates que posent ces événements – stratégie à adopter, efficacité des frappes aériennes, nécessité d'une éventuelle intervention terrestre, mesures à prendre face à l'afflux de réfugiés – il n'est pas inutile de s'interroger, plus profondément, sur ce que cette guerre révèle quant à l'attitude et aux mentalités des démocraties occidentales, et plus précisément quant à leurs inhibitions,

face à la mort. Le concept d'origine américaine dit du " zéro mort " imprègne en effet l'action de l'OTAN, et cela ne va pas sans contreparties.

Le refus de la mort est un trait caractéristique, et de notre époque, et du monde occidental. Si l'on doit faire la guerre, il faut que, de notre côté, cela se fasse sans pertes humaines, et si pertes il doit y avoir du côté adverse, on préfère l'ignorer, et les communiqués officiels ne doivent en faire état qu'avec pudeur. Ce refus de la mort a de multiples causes : l'origine judéo-chrétienne de notre civilisation qui met de plus en plus l'accent sur la vie, l'évolution démographique, et en particulier la maîtrise de la mortalité infantile qui rend d'autant plus scandaleuse la disparition d'êtres jeunes, le progrès de la médecine qui donne l'illusion que la mort pourrait être vaincue, tout au moins retardée très longtemps, l'exaltation du corps¹², qui en fait quelque chose de particulièrement précieux, etc. La peur de la mort s'accompagne d'un refus de la guerre, ou tout au moins des formes de guerres où il y a de nombreux tués ou qui entraînent des souffrances inutiles. D'où par exemple l'apparition du concept d' " armes non létales ". Mais ce qu'il faut surtout souligner, c'est que ce refus des guerres coûteuses en vies humaines explique le recours à ce qu'on pourrait appeler la guerre " technologique ", telle que la pratique l'OTAN en Yougoslavie. Car la haute technologie, celle à laquelle font appel les pays développés pour l'équipement de leurs forces armées, avec les avions furtifs, les missiles de croisière, les armements guidés, etc., permet effectivement de mener des guerres " propres ", et en tout cas moins meurtrières que celles menées avec par exemple des machettes, comme ce fut le cas au Rwanda. Elle permet d'éviter les morts chez soi : les attaques sont menées depuis les airs, en général " à distance de sécurité ", c'est-à-dire hors d'atteinte des défenses adverses, défenses que de toutes façons l'on a pris soin de neutraliser à l'avance, grâce en particulier à des moyens électroniques. Mais – miracle de la technologie – elle permet également d'éviter des morts chez l'adversaire, grâce à la précision des projectiles qui, sauf accidents toujours possibles, provoquent le minimum de dégâts " collatéraux ", en particulier chez les civils. On attend ainsi de la technologie qu'elle exorcise la guerre dans ce qu'elle a de terrifiant, qu'elle en perde ainsi un peu son caractère de guerre concrète, c'est-à-dire avec des morts, et qu'on puisse en quelque sorte éviter de la mener " réellement ". Comme on le sait, on s'entraîne aux attaques aériennes sur des simulateurs, ce qui tend à en souligner davantage encore le caractère virtuel.

¹² sexualité, sport, forme physique...

2. Quelle stratégie ?

La stratégie va fixer, par spirales successives, les grandes étapes, le rythme des décisions principales, et ainsi une nouvelle «physionomie des actions à mener et de la lutte».

2.1 Une stratégie totale et adaptée

Sur le plan opérationnel on assiste à un écrasement des différents niveaux : stratégique, opératif et tactique. Cette nouvelle situation est mise sur le compte des systèmes d'information et de communications. Pour les belligérants cette nouvelle situation leur permet de passer rapidement d'actions d'ordre tactique à des effets d'ordre stratégique et politique. Ainsi le politique prend une ampleur plus grande. Il devient le responsable du pilotage des actions militaires, économiques et diplomatiques dans un contexte souvent multinational. Toute stratégie résulte de la combinaison d'un pouvoir et d'un vouloir.

Ainsi la stratégie qui s'impose en cette fin de siècle vise à réduire puis à anéantir la liberté de manoeuvre des auteurs de guerre potentiels : maîtriser des espaces, des mouvements de masse, des armements et de leur diffusion, des forces armées, de l'information, de l'urgence économique, sociale et humanitaire. Ainsi il faut désarmer, continuer à encadrer en consolidant les états fragiles par le développement d'une forme démocratique locale mais durable, faciliter la coopération et la coordination des relations inter-étatiques sous le contrôle de pôles régionaux voire de l'ONU.

2.1.1 Une prévention toute politique

La gestion des crises, voire les guerres classiques, se distinguent aujourd'hui par la recherche d'une capitulation politique et militaire de façon à modifier l'attitude des belligérants tout en permettant la mise en oeuvre de solutions politiques et diplomatiques. C'est alors une logique de pression qui prévaut et non plus de conquête. Cette stratégie de la « projection d'influence » sous-tendue par l'action politique, s'inscrit pleinement dans une démarche militaire, économique et diplomatique préventive en maintenant les tensions à leur plus bas niveau pour éviter toute montée des extrêmes.

L'espace devient un enjeu important. Les antisatellites, les satellites espions, brouilleurs ou à énergie dirigée, pourraient, en deçà du déclenchement des hostilités, agir sur les réseaux d'un pays afin de faire une pression psychologique sur les gouvernants. C'est à la fois un acte de dissuasion et un acte de persuasion. En matière de gesticulation préconflictuelle l'espace offre un champ de manoeuvres à portée politique. Cette portée s'étend aussi au domaine économique. En effet la domination économique sur les marchés civils des technologies de pointe rend le contrôle de la vente et de la prolifération de ces technologies plus faciles. Cette stratégie économique permet aussi de créer une dépendance des pays demandeur ou tenus par ces technologies devenues des éléments indispensables de leurs industries ou de leur défense. Ces nations auraient donc leurs réseaux télévisuels, téléphoniques, de navigation, d'énergie et de communication totalement paralysés ou bridés par les nations dominantes. Même au prix d'entorses aux règles du droit international, l'équilibre économique des compétences rentre dans le cadre de cette stratégie globale de contrôle des nations à risque. Cette dépendance de certaines nations choisies revêt une importance stratégique et conditionne les échanges internationaux et l'exportation des technologies des pays occidentaux, généralement détenteurs de ces capacités vers les autres nations. Ainsi la puissance économique est recherchée aussi pour ses conséquences militaires. Les luttes

commerciales dans le secteur des télécommunications ou de l'espace illustrent cet état de fait actuellement.

Mais si l'utilisation de l'arme économique est devenue l'instrument privilégié de la diplomatie internationale en prévention des crises, c'est que les Etats peuvent prendre, de leur chef, des contre-mesures dont, en particulier, l'embargo économique et commercial et que cette étape n'engendre pas de forces sur le terrain sinon pour un contrôle aérien ou maritime. Les mesures coercitives non militaires en droit international sont donc les blocus, les embargos et les sanctions économiques

De plus, le cas de figure de confrontation entre deux grandes puissances technologiques semble nul à court terme et peu probable dans un avenir lointain. Ainsi le but économique de cette stratégie est de maintenir un écart technologique toujours suffisant. Ce maintien de la supériorité technologique consiste à développer et à maintenir son avance mais aussi à ralentir celle des autres. C'est la stratégie de « préclusion » qui empêche un ennemi de dominer avec des moyens asymétriques ou symétriques. Le rideau de feu électronique doit précéder l'engagement humain par anticipation politique. Cette stratégie tend à une stratégie de préemption qui doit prévenir les crises avant qu'elles ne deviennent incontrôlables. Cette stratégie intègre l'évitement de l'escalade par la neutralisation très tôt dans le conflit. Le repositionnement ou l'intimidation doit précéder tout engagement en combinant la sanction économique, la menace militaire, la vérification stricte et l'intervention limitée et contrôlée. La dissuasion grâce à des actions militaires comme le contrôle de l'exportation des armements, de coercition financière et juridique avant toutes inhibitions préventives des moyens d'action et de commandement.

Parallèlement, le principe de crédibilité dans l'argumentation des actions et des décisions doit faire partie intégrante du discours officiel. Par exemple, sous la responsabilité politico-stratégique, cette crédibilité s'intègre dans une stratégie d'influence de minimisation de l'emploi de la force par les belligérants contre une force engagée sur un théâtre lors d'une opération de maintien de la paix. C'est pourquoi un concept supplémentaire et connu prévoit que la guerre devenue affaire de techniciens doit être couplée à la guerre de l'information qui inclue la manœuvre médiatique, c'est-à-dire en langage clair la manipulation des médias. Celle-ci, à usage interne ou vers l'étranger, vise à justifier la guerre, à diaboliser l'ennemi et à se faire des alliés dans le monde en amont de tout conflit déclaré. L'arme psychologique fait partie de l'art de la guerre et représente un facteur déterminant dans la gestion des crises. La détermination politique peut permettre de dissuader un potentiel adversaire de s'engager davantage de façon à ne pas risquer la confrontation ou la vie des soldats engagés sur le terrain. Il peut ainsi s'agir d'agir sur la façon avec laquelle l'ennemi perçoit la situation ou la menace. L'arme psychologique requiert l'autorisation du responsable politique et s'appuie sur des études et des connaissances psychologiques, sociologiques, historiques et culturelles visant des auditoires cibles. Avec des tracts, des émissions radio ou télévisuelles relayant des programmes déjà conçus et adaptés, l'action psychologique peut se mettre en œuvre à partir d'avions ou d'unités terrestres spécialisées.

2.1.2 Une gestion élargie

A 19 contre 1 l'issue du conflit au Kosovo ne faisait aucun doute et les onze semaines de guerre aérienne ont été les seules incertitudes de ce conflit. De plus ce n'est ni l'OTAN ni l'ONU qui ont fait plier le président serbe mais le G8 avec la Russie qui à force de négociations l'ont raisonné. La gestion des crises, leur résolution et donc la limitation des dangers pour les populations et les forces en présence, passent par l'élargissement des coalitions qui gère les crises. Dans de nombreux domaines les organisations internationales

peuvent être sollicitées en prévention ou pour la résolution des crises surtout grâce à l'apport du renseignement qui est crucial en matière diplomatique. En effet, les capteurs spatiaux et aériens apportent des preuves, des documents sûrs dans les discussions internationales. Dans le même temps aussi, le contre-terrorisme, exige aussi une coopération juridique internationale

Ainsi aujourd'hui la résolution des crises passe par des structures régionales ou internationales qui interfèrent dans les domaines politiques, économiques, diplomatiques, judiciaires et militaires.

Le règlement des crises «multiformes » ne peut plus se mener de façon unilatérale. Tout d'abord, il devient indispensable d'obtenir une caution internationale pour pouvoir agir et ensuite toute intervention unilatérale demande un volume de forces et de moyens que seuls les Etats-Unis, la Russie, la Chine ou l'Europe peuvent déployer de façon locale et limitée dans le temps. L'intervention des états s'inscrit donc dans un cadre institutionnel : ONU, O.U.A., U.E.O., OTAN,... ou de circonstance, toujours regroupée autour d'une nation leader. Pour éviter l'engagement direct militaire, ces organisations peuvent lors de la prévention ou la gestion des crises jouer un rôle de regroupement de puissance économique, diplomatique et enfin militaire. Par exemple, pour agir rapidement, après les essais nucléaires du Pakistan et de l'Inde et la montée de la tension entre ces deux pays, des nations menées par les américains ont tout de suite réagi en prenant des sanctions économiques contre ces deux pays. Mais aussi ils ont repris le « dialogue stratégique » avec New Delhi avec l'objectif de ramener ces deux pays à la table des négociations en jouant sur les sanctions. L'apaisement a été déjà obtenu aujourd'hui sans engagement de forces au sol dont des casques bleus au Cachemire par exemple.

Ces organisations malgré des lenteurs ou des blocages sont aussi des multiplicateurs de puissance. Tout d'abord elles mettent sur pied des plans de vérification, comme dans le cas du traité sur les armes chimiques, et qui permettent de contrôler des pays et de limiter la gravité des conflits. Elles contribuent au travers de la coopération internationale à la lutte contre les proliférations. Ces unités de contrôle pourront aussi à court terme mettre en œuvre des moyens techniques performants. Par exemple, « les pénétrateurs », nouvelles technologies devant détecter au plus près certains sites ou lieux supposés menaçants. C'est le cas du programme CALIOPE¹³ qui a pour but de détecter certains gaz ou émanations chimiques qui s'échappent dans l'air à l'occasion de certaines opérations de constitution d'armes chimiques ou nucléaires.

Dans le même temps, ces organisations internationales permettent l'élargissement de ces structures à d'autres nations limitrophes au travers de la négociation des critères d'intégration qui réalisent alors des zones sécuritaires régionales plus grandes et repoussent les risques de conflits. Cette démarche accroît progressivement l'instauration des règles démocratiques, d'échanges et de négociations entre états.

Ainsi une véritable stratégie, politique et économique, anticipant ou relevant l'action militaire est incontestablement une clé de stabilisation et de sécurisation d'un espace. La mise en place d'institutions démocratiques, la reconstruction économique, au sein d'une force armée stabilisatrice sera indispensable à tout redémarrage national ou étatique dans une région de conflits. L'aspect civilo-militaire prend le pas sur le seul volet militaire. La stratégie est globale. Dans un semblant de paix la mission de reconstruction et de pacification doit être menée de concert. L'instauration d'un climat de confiance et de relatif bien être a pour enjeu la maîtrise de la population et des belligérants. Ce basculement psychologique en faveur de la force de la part de population peut dans des guerres larvées ou dans des crises brutales faire

¹³ chemical analysis by laser interrogation of proliferation effluents

évoluer la force dans un contexte favorable et réduire voire éradiquer toutes agressions contre les soldats la composant.

2.1.3 Une gestion de bout en bout

Dans les zones d'insécurité, comme au Maroc sous le général Lyauté ou en Algérie dès 1956, le contrôle de zones et la minimisation des actes de guerre ou de terrorisme ont été atteints par la stratégie « de la tache d'huile ». En créant des relations avec les autorités locales pour mieux les impliquer et les responsabiliser devant la population, en créant des zones économiques et administratives, en contrôlant les marchés, les points d'eau, en adoptant un dispositif mobile de sécurité, etc..., les forces armées occupaient des zones de sécurité plutôt que de tenir des points et participaient au retour à la normalisation.

Par conséquent, les modes d'action non purement militaires prennent de plus en plus d'importance. L'offensive menée avec des moyens économiques, culturels et militaires¹⁴ peut fournir des bases, des alliances, des points de projection ou d'appuis importants. Cette stratégie indirecte vise ainsi à limiter les atouts de l'adversaire.

A l'aide d'une plus grande coopération avec les agences internationales, la définition de nouvelles missions pour les forces armées doit permettre la reconstruction d'un état et ses diverses structures institutionnelles. Dès la conception stratégique d'une intervention, il est donc nécessaire d'intégrer à chaque étape une coopération avec les organismes civils. Par exemple, les forces militaires françaises engagées au Timor et fortes de 630 hommes s'apparentaient à des « militaires sans frontières ». Dotées d'une antenne chirurgicale aérotransportable ils ont soigné en trois mois plus de 2000 timorais. Cette mise en place par la France pour la première fois d'un complexe humanitaire important sans troupes engagées au contact répond à la volonté de précaution contre toute tragédie humanitaire et ainsi permettre dans un contexte hostile et complexe de faciliter l'acceptation et la sécurité de la force déployée sur le territoire et dont elle est partie intégrante. L'assistance humanitaire, bien que courante depuis une trentaine d'années, a pris ainsi un relief qu'elle n'avait pas dans l'ancien contexte et permet à la fois de catalyser les capacités de nuire des belligérants et de répondre, sous l'effet des médias très actifs dans la zone des conflits au syndrome du « faire quelque chose » pour satisfaire l'opinion publique.

Alors l'économie devient un substitut aux actions uniquement ou purement militaires. La guerre économique devient le substitut naturel. La stratégie englobe évidemment tout l'espace national adverse, mais également les sources d'approvisionnement externes. Cette stratégie se base sur le concept de la « défense préventive » qui se décline en deux modes d'action :: dissuader et vaincre. La nouvelle mission à assigner aux forces militaires, politiques et diplomatiques est une mission de prévention et de gestion des crises : engagements sur le terrain, actions civilo-militaires de prévention voire partenariat. Il s'agit de bâtir des lignes successives d'actions de prévention puis en cas d'échec d'organiser le repli avec la mise en place d'un dispositif dissuasif ou le déploiement de la force armée. Accompagné d'une diplomatie préventive, ce concept permet plus efficacement d'éviter de laisser sombrer un pays que de le reconstruire après une crise. Soutien à la démocratie, assistance économique, présence militaire à proximité ou sur le territoire sont les axes de cette stratégie de minimisation des effets meurtriers et destructeurs des conflits armés.

La surveillance et un contrôle très poussé des espaces composant un théâtre d'opérations de façon à restreindre la liberté d'action des belligérants sont nécessaires. Mais doivent être pris en compte aussi le milieu humain, les identités, les cultures et les sources d'antagonisme.

¹⁴ ventes d'armes, assistances ou aides militaires

Ainsi la stratégie politico-militaire de reconstruction politique, administrative, judiciaire doit être au moins considérée dès la fin du conflit de façon à rétablir la vie civile et privée et de reconstruire le pays. Ces actions incluent la préservation de la paix publique et donc l'engagement de forces de police et de justice. De cette façon le contrôle des foules ou des masses doit permettre de faire descendre le degré de violence sur un théâtre et permettre à tous les types de force engagée de remplir leur mission en toute sûreté. Ces phases doivent être incluses dans tout accord ou dans le mandat de la force avec ses contrôles, ses limitations,... de l'armement ou un désarmement général avec démobilisation des forces des belligérants. Tout doit être étudié et mis en œuvre au niveau politico-militaire pour assurer la sûreté de la force.

Des actions de soutien dont le but est l'accompagnement des mesures politiques menées sur le théâtre d'opérations doivent éradiquer les causes de violences et toutes les atteintes envers la force déployée. Dans le même temps, des actions psychologiques seront menées de façon à agir sur le mental des acteurs et des spectateurs des conflits anticipant les actions de contention ou d'inhibition dont l'objectif est d'empêcher un belligérant d'agir et de menacer la force. L'objectif fondamental reste de réussir à asseoir la légitimité dans des pays ravagés par des crises toujours plus dévastatrices. Des structures sociales, politiques, démocratiques, judiciaires doivent être créées et consolidées. Cette stratégie répond à des types de conflits comme la guérilla par exemple. En effet, contre la guérilla, la stratégie du temps peut être employée en dissociant la population des partisans. Sans soutien populaire, les guérillas ou les terroristes sont voués à l'échec. Dans le cas du Viêt-Nam des études ont été faites pour montrer que dans ce contexte complexe toute intervention aérienne puis terrestre serait vouée à l'échec ou du moins serait coûteuse en vies humaines comme ce fut le cas. Mais aussi les études ont montré que dans ce cas la meilleure solution stratégique pouvait être aussi de laisser la guérilla rétablir un système étatique et social pour provoquer un conflit cette fois-ci conventionnel et direct.

2.2 Une stratégie militaire indirecte

« A la guerre le mieux est de s'attaquer aux plans de l'ennemi, puis de s'attaquer à ses alliances, puis de s'attaquer à ses armées » SUN ZI, l'art de la guerre.

Pour répondre à la politique du « zéro mort », cette stratégie va s'articuler aussi autour de plusieurs points : Une manœuvre multidimensionnelle englobant les capacités d'information, d'engagement, de mobilité des forces interarmées et spatiales, le principe de massification des effets (et non des forces), l'engagement de précision afin de localiser et de cibler, la protection de toutes les dimensions pour garder la liberté d'action et nous assurer la protection des forces à tous les niveaux de combat.

La sûreté de la force engagée a pour but de garantir sa liberté d'action dans un milieu humain, politique et économique instable. Cette sûreté est impérative dans les engagements post-conflituels lorsque les parties en conflit ont signé un accord de paix et que le temps est venu de la reconstruction. Par le contrôle et la sécurisation, la force peut limiter la liberté d'action des belligérants et assurer la paix civile sur le théâtre.

2.2.1 La massification des effets

La première étape est de concentrer les effets sur des objectifs déterminés et vitaux. Ainsi, les missiles de croisière, dont la précision et la portée s'accroissent et le guidage par laser, qui équipe les autodirecteurs de certaines bombes, constituent aujourd'hui les emblèmes de la

conception dominante du combat intact de haute technologie. D'autres systèmes entrent déjà dans les arsenaux. Ce sont les Brilliant anti-armor submunitions. Ces munitions sont lâchées à l'intérieur des lignes ennemies par des missiles, des avions ou des drones et grâce à leurs capteurs à infrarouge et acoustiques ils se dirigent vers leurs cibles qui sont les véhicules blindés. Par exemple, la moitié des bombes employées au Kosovo lors de la phase aérienne étaient «intelligentes» et surtout ont permis de remplir toutes les missions Sead¹⁵ qui sont particulièrement dangereuses.

Le double avantage, généralement reconnu à la puissance aérienne est, d'une part d'éviter l'enlèvement sur le terrain et, d'autre part d'être un outil militaire aux risques généralement limités. L'option aérienne de façon préalable permet de cibler dans un conflit du faible au fort les centres vitaux de l'adversaire. Ces points décisifs se déclinent en trois catégories : Les points faibles de l'adversaire de façon à mettre en œuvre une force minimale mais efficace¹⁶, les points clés du terrain de façon à limiter la manœuvre adverse, les points forts¹⁷ de l'adversaire qui conditionnent sa force. Cette option va prendre de plus en plus d'importance dans cette stratégie. Par exemple, les drones de combat télécommandés seront à court terme capables d'engager des manœuvres en lieu et place de combattants, et, au-delà de la résistance humaine. Plus furtifs et très manœuvrables ils échapperont aux missiles adverses et pourront directement s'attaquer à ses points forts mieux protégés. Ainsi les Unmanned Aerial Vehicle avec des capacités d'emport et d'endurance supérieures, modifient les concepts d'emploi des forces en privilégiant l'engagement de machines avant les hommes.

La maîtrise des effets militaires est une nécessité dans la nouvelle stratégie de façon à atteindre un objectif politique sans conduire des actions destructrices.

Dans la terminologie de la stratégie du « zéro mort » le terme de battlespace se substitue à celui du battlefield. La dimension de l'espace concerne la notion de bouclier spatial concrétisé par le programme IDS. Aujourd'hui l'attaque dispose par tous ces moyens d'une supériorité énorme et durable sur la défense. Quatrième dimension de la guerre, il aura un rôle de plus en plus stratégique et tactique. Grâce aux satellites il est déjà possible de communiquer, de voir et d'écouter. Dans un avenir proche il sera aussi possible de se défendre et d'attaquer. C'est à dire dominer l'espace, dominer dans l'espace, dominer par l'espace. Maîtriser l'espace réduit l'engagement humain sur le terrain. Une plate-forme spatiale d'ici 2025 intégrera des avions pilotés par des robots, des drones de combat et des missiles offensifs et défensifs. Ces munitions auto-pilotées à la précision accrue et à l'efficacité décuplée seront alors mises en œuvre. Déjà, le système de défense antimissile américain porte le nom de « National Missile Defense ». Ce bouclier qui verra le jour dès 2007, permettra par ses satellites et radars de surveillance, de détection et de communication propre de fournir un système de veille au niveau planétaire pour les troupes américaines prépositionnées sur les différents théâtres d'opérations. Le programme patriot Pac-3 est déjà validé par la guerre du Golfe et reprenant le concept du NMD¹⁸ il devrait être acheté par des pays européens¹⁹, Israël et Taiwan.

La guerre devient une entreprise de destruction à distance de l'ennemi sans engagement humain au contact des belligérants

Ces principes de massification des effets s'accompagnent aussi de constitution de forces réduites évoluant dans un espace lacunaire et des hiérarchies plus souples avec une diffusion horizontale des informations. Ainsi l'organisation même des forces des trois armées peut être remodelée en les structurant en des modules interarmées ad hoc dédiés à des missions

¹⁵ suppression of enemy air defence

¹⁶ ses dysfonctionnements, ses vulnérabilités...

¹⁷ centres de communication, zones et axes logistiques, centres de commandement et de renseignement,...

¹⁸ National Missile Defense

¹⁹ l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, et le Royaume Uni

spécifiques. Par cette combinaison des compétences, les groupes de forces interarmées, disposant de leurs propres systèmes d'armes et de communication, interviendraient sur les missions prépondérantes concernant les points décisifs de l'ennemi là où la technologie ne peut répondre. De même ces groupes de forces auraient pour mission d'occuper une zone du terrain en lieu et place des bataillons volumineux actuels. Ces forces au conditionnement spécial ou organisées en petits groupes très mobiles, puissamment armés peuvent agir préventivement sur un théâtre d'opérations préalablement traité par les armes à distance. Réalisant des destructions névralgiques ponctuelles, des actions de harcèlement ou de renseignement, elles permettent un nouvel affaiblissement de la détermination de l'adversaire.

Mais aussi, avoir l'initiative par le renseignement pour un déploiement rapide est un moyen de dissuasion tout en disposant des moyens à arrêter tout ennemi hostile.

Cette stratégie intègre la rapidité de réaction et la mobilité stratégique. Pouvoir frapper un adversaire en toutes circonstances et en tout lieu en premier et en moins de trois heures est un premier objectif. Des missiles, des vecteurs des énergies hypersoniques seront les fers de lance de cette stratégie. La mise en place dès le début d'une crise locale en toute discrétion, d'une capacité militaire autonome, efficace et réduite avec des objectifs précis et dosés peut tuer dans l'œuf une crise ou abaisser le seuil d'une intervention plus musclée, par des actions préemptives. Cette notion élargie de projection s'accompagne de la notion de géostratégie. La mobilité stratégique permet d'étendre l'influence et le contrôle pour la prévention des crises. Cette phase demande une activité diplomatique très importante et efficace. Le lien politique, diplomatique et militaire se retrouve renforcé au niveau stratégique. Des études ont montré pour les forces américaines dans les années 90, ou pour l'armée française en Afrique dans les années 70 et 80 que l'augmentation des forces prépositionnées peut permettre de décroître l'intervention directe des forces armées. Ainsi La crédibilité des forces conventionnelles sur l'ensemble du spectre des conflictualités doit être assurée et portée vers l'avant.

2.2.2 La maîtrise de l'information

La surveillance globale du champ de bataille constitue un préalable stratégique décisif, grâce à l'information, de façon à simuler, préparer et engager le combat. La numérisation toujours plus précise de la topographie mondiale, du champ de bataille en particulier²⁰ est devenue une priorité. Des essaims de satellites et des milliers de mini capteurs et senseurs permettront de maîtriser le champ de bataille. Des engins téléguidés aptes à réaliser tout type de tâches seront mis en œuvre après le passage d'avions espions télépilotes. Ces moyens seront opérationnels de jour comme de nuit et quelles que soient les conditions météorologiques.

Le concept « zéro mort » représente aussi la fantastique rapidité avec laquelle s'accroît la capacité à rassembler, à traiter, à classer, et à disséminer l'information vers des cibles de plus en plus nombreuses dans un rayon géographique de plus en plus large et à des vitesses toujours plus grandes. Ces capacités étant réversibles elles permettent simultanément de priver l'adversaire de l'information dont il a besoin. Ainsi l'élément déterminant du succès dans les conflits du futur pourrait de plus en plus résider dans la faculté de créer et d'accroître le décalage d'information entre amis et ennemis. Au niveau stratégique, l'ensemble du théâtre d'opérations doit être conçu comme un système unique intégré, innervé par des réseaux d'information de toutes sortes y compris des réseaux commerciaux, des téléphones publics et assurant diverses fonctions dont la logistique, les feux, l'observation... qui bien qu'étant différentes les unes des autres ne puissent plus être considérées isolément ou de manière séquentielle. L'information est alors simultanément un moyen de servir toutes les forces, un milieu, un environnement et un enjeu. Cette stratégie nouvelle, dans et pour l'information,

²⁰ c'est le « Digital Battlefield »

déborde largement la sphère purement militaire. Cette guerre de l'information est surtout une guerre électronique, offensive et défensive. Elle consiste en effet à attaquer les circuits électroniques de l'adversaire pour, les brouiller, les détruire ou transformer leur contenu à l'aide de virus, de bombes logiques...tout en sécurisant ses propres logiciels contre les intrusions ennemies. Les pirates informatiques sont les nouveaux mercenaires.

En stratégie, il existe aussi deux catégories d'événements, les déclencheurs et les révélateurs. Les déclencheurs (ou le monopole de l'information) permettent de dire ce qui se passe sans que les autres puissent vérifier. Et les révélateurs montrent à ceux qui n'ont pas ces moyens leurs faiblesses ou leurs dépendances. Ces événements conditionnent toute planification qui doit se faire dans le détail et en toute autonomie.

Tout d'abord, l'espace regroupe un premier domaine intégrant la communication, la navigation (le GPS), l'observation et la météorologie. Une frappe précise reste dépendante de ces données. Aussi la corrélation missile satellite constitue l'un des couples clés des guerres modernes. Pour guider l'action des forces et optimiser leur intervention, les satellites d'écoute et d'observation, les avions photographes et capteurs, les drones et les radars forment le maillage d'informations qui guide la manœuvre militaire. L'espace électro-magnétique constitue la dimension obligée de la bataille aéroterrestre.

De plus, l'instantanéité de la communication réduit la distance. Les instruments d'observation et d'écoute établissent le premier bilan des frappes ce qui permet d'évaluer le besoin d'une seconde frappe ou d'engager des troupes.

La guerre de l'information c'est aussi la « manœuvre médiatique ». La manipulation programmée des médias télévisuels en premier lieu est une arme de déstabilisation politique forte à l'encontre de l'adversaire. Concrètement aussi, la volonté de « vaincre sans tuer » fait que tout développement d'armes comprend aujourd'hui au moins 40% de composants électroniques.

Ainsi les premiers « guerriers de l'information »²¹ sont actuellement formés à l'Université de la défense nationale à Washington pour créer la paralysie stratégique qui frappe les centres d'informations et de communication, les centres de production et les sources énergétiques. Ces frappes électroniques au niveau stratégique annihilent la volonté de l'adversaire et de son opinion publique.

2.2.3 Le combat non attritionnel

L'enseignement du Viêt-Nam est le principe de « overwhelming » c'est à dire submerger en quantité et en qualité son ennemi, le surclasser à tous les niveaux et dans tous les domaines d'opérations.

Désormais ce qui compte avant tout c'est de neutraliser l'adversaire, de le rendre sourd et aveugle. Il ne s'agit plus de maîtriser des situations par les armes que de régler des conflits et de gagner si possible avant même que le premier combattant soit engagé au contact. Les nouvelles capacités militaires sont celles de la maîtrise de la vitesse, de l'informatique et du renseignement. Les nouvelles stratégies ne permettent donc pas systématiquement d'éviter les affrontements violents et la gestion du combat mais favorisent la sélection des engagements, l'économie en vies humaines et offre une gestion plus souple des conflits qu'il faut justifier à une opinion publique et à des responsables politiques de plus en plus informés.

Ainsi, les nouveaux concepts stratégiques et opérationnels mettent l'accent sur une redéfinition de la victoire. L'objectif est moins de mettre l'adversaire « à genoux » au terme d'un affrontement que de le « prévenir », de le précéder et donc de connaître à l'avance ses intentions et ses possibilités. Ces concepts nécessitent la mise en œuvre de nouveaux types

²¹ les I-warriors

d'armes. Aux missiles « intelligents » dirigés par laser et capables de frappes localisées de grande profondeur, aux satellites capables de détecter des cibles avec une résolution de 2 mètres, aux systèmes électroniques d'information et de communication de plus en plus performants, aux extraordinaires moyens de digitalisation et de simulation du champ de bataille, s'ajoutent les armes non létales, destinées à paralyser les équipements et les hommes sans pour autant les tuer. La non-létalité concerne en particulier les conflits autres que la guerre. Elle correspond aux conflits de basse intensité où le soldat se confond avec le civil, l'émeute avec l'insurrection, et où il ne s'agit pas tant de gagner que de s'interposer, de gérer des crises et de tenter de s'en sortir en évitant l'affrontement armé direct, c'est à dire en organisant d'emblée la désescalade. Sur un plan stratégique la mise au point d'armes d'une dangerosité limitée est apparue nécessaire à partir du moment où certains conflits n'ont plus nécessité une maximalisation de la létalité. La stratégie militaire indirecte étant préconisée les armes non létales permettent ainsi d'agir sur le théâtre d'opérations sans engager des forces lourdes au contact dans des conflits de basse intensité. Armes optiques laser pour aveugler, armes chimiques incapacitantes, armes à énergie concentrée anti-matériel, armes restreignant la mobilité... ces armes non létales au niveau stratégique pourraient agir simultanément sur les capacités civiles de l'adversaire²² et sur les forces militaires²³. Elles seraient en mesure de réduire des résistances isolées, en zone urbaine notamment en mettant hors d'usage toutes capacités de destruction massives et en combinaison avec les armes psychologiques, d'affaiblir la volonté de l'ennemi. Les armes non létales permettent aussi de limiter l'intensité de la violence en interdisant à l'autre partie toute escalade ou toute extension du conflit. Elles favorisent alors la neutralisation des armes offensives adverses. Dans une crise restreignant l'emploi des armes de destruction massives et s'apparentant à une opération de maintien de l'ordre, ces armes offrent une alternative crédible. C'est donc un moyen efficace et politiquement acceptable pour maîtriser la violence. Ces armes en tout cas permettent d'élargir la palette des actions possibles sur un théâtre donné tout en préservant les vies humaines. Elles apportent au niveau stratégique, par leur diversité et par leur complémentarité, une possibilité de choix supplémentaire et pour les responsables politiques une plus grande souplesse dans leur raisonnement stratégique. Elles répondent aussi aux changements culturels et moraux de notre temps.

Mais la vraie guerre, si on ne parvient pas à en empêcher le déclenchement devra rester une guerre à distance. La guerre future essentiellement tendra à éloigner l'homme du champ de bataille. Les frappes mortelles représenteront une sorte de dernier recours et viseront les points sensibles de l'adversaire. Si la crise dégénère en conflit, la frappe précise et mesurée de ses centres de gravité suffira à convaincre l'ennemi. Le concept « zéro mort » ne concernant avant tout « nos » soldats, les frappes seront foudroyantes et chirurgicales. La stratégie mise en œuvre est devenue une sorte de gigantesque opération d'assaut multidimensionnel. Informationnelles pour l'essentiel, les nouvelles technologies permettront de dégager les combattants du traditionnel « brouillard de la guerre » que multiplie de nos jours la confusion de la menace. Par conséquent, le front au sens classique du terme n'existe plus. Il devient mouvant et diffus. Dans ce contexte, l'usage d'unités nouvelles s'impose. Conçues comme des modules qui se déplacent au cœur même de l'environnement adverse, elles préparent et lancent des actions commandos, et connaissent en permanence toutes les informations disponibles pour se défendre et attaquer.

Sur le terrain, dans le cadre de conflits autres que la guerre ou de basse intensité, la patience, la persévérance, les explications inlassables, la force de conviction, l'impartialité et la ténacité dans le langage doivent décourager les chefs de bande locaux aux discours ambigus, aux

²² sources d'énergie et de production, réseaux de communication et d'information,...

²³ neutralisation des systèmes C3I, de défense NBC,...

provocations constantes et à l'attitude perverse. La force est force non seulement en vertu du pouvoir de destruction qu'elle possède mais aussi en vertu du pouvoir de destruction qu'elle peut avoir, c'est à dire du pouvoir d'intimidation qu'elle exerce sur l'ennemi. La prise de conscience par un ennemi d'une situation contraignante est parfois suffisante pour gagner un conflit. Cette situation met en relief le rôle déterminant de la présence sur le terrain et le jeu de la manœuvre dans la résolution d'un conflit, et alors souvent le niveau opératif se confond avec le niveau stratégique dans un engagement limité. Par exemple, la France cultive cette nécessité technico-opérationnelle pour la maîtrise du terrain tout en détenant une capacité humaine de contrôle, de façon à restaurer le calme qui garantit le calme et qui minimise les pertes. Parfois la seule présence d'unités françaises au sol permet de restaurer le calme tout en s'affranchissant des excès de la pression médiatique.

3. Les limites

Un « environnement international » toujours plus flou et « des règles du jeu » changeantes ne rendent pas très aisés l'intervention des forces. Les coalitions nombreuses, instables, aux intérêts divergents et en quête de légitimité pour l'emploi de la force, doivent faire maintenant face à des fanatismes, des enfants mercenaires, des nouveaux révolutionnaires suicidaires, à des menaces multiformes et incontrôlables. De plus les armes et les technologies actuelles ne sont pas complètement fiables et, sous la pression médiatique et l'influence de leur opinion publique, les responsables politiques occidentaux restent friables face aux conflits actuels et la stratégie du « zéro mort » ne paraît pas toujours une réponse infaillible.

3.1 Des capacités limitatives

3.1.1 Des effets pervers

Le premier revers des frappes aériennes et même d'un embargo est de pouvoir souder un peuple autour de ces dirigeants. Ainsi, ce sur quoi il faut particulièrement s'interroger, c'est l'efficacité politique de telles frappes aériennes. De nombreux exemples historiques tendent à prouver que de tels bombardements, en dépit des souffrances qu'ils peuvent provoquer, ont souvent pour effet de resserrer le moral du pays visé et de renforcer l'adhésion des populations à la cause défendue par leurs dirigeants. Déjà en 1944 les V1 puis les V2 sur Londres n'ont cessé de renforcer la détermination des Anglais contre l'Allemagne hitlérienne. De plus les bombardements massifs alliés sur les usines de fabrication d'armements allemands n'ont jamais pu enrayer la production qui a doublé tous les ans entre 1942 et 1944. Enfin le Viêt-Nam a reçu deux fois plus de bombes que l'Allemagne durant la seconde guerre mondiale et le résultat fut désastreux pour les américains. Le résultat est alors inverse de ce que l'on pouvait escompter. Cela est d'autant plus vrai que l'on peut interpréter le fait de recourir à des attaques aériennes – et de se limiter à ce genre d'opérations – comme une marque d'hésitation à s'engager de la part de ceux qui y procèdent. On agit en effet à distance, en prenant le minimum de risques conformément à la " doctrine " du zéro mort, ce qui n'est pas forcément la marque d'une grande détermination. Sans doute, dans le cas du Kosovo, le fait qu'un grand nombre de pays participent aux opérations prouve qu'il y a consensus entre les Etats-Unis et les pays européens sur la nécessité d'agir, mais ce consensus peut être interprété comme se faisant " à frais minima ", ce qui n'est pas forcément très convaincant.

Il faut par ailleurs souligner que le fait d'entreprendre les frappes aériennes a obligé à retirer du Kosovo les observateurs de l'OSCE, laissant l'armée serbe davantage libre d'agir impunément. On peut se demander si le résultat politique, qui devait être d'assurer la sécurité de la population d'ethnie albanaise, s'en trouvait mieux garanti.

Dans le cas de l'Ex-Yougoslavie, en août 1995, des frappes aériennes ont provoqué la prise de 1400 otages de l'ONU paralysant le niveau militaro-politique et gelant la situation au niveau stratégique provoquant des négociations difficiles pour la coalition.

Pour la bombe atomique, comme autre exemple, c'est essentiellement l'effet de surprise et d'efficacité qui ont décidé de la suite de la guerre, car, avec autant de morts sinon plus, les bombardements de Dresde, Hambourg ou Tokyo n'ont rien changé au cours du conflit.

Le concept d'emploi de la seule arme aérienne n'est toutefois pas une méthode vraiment efficace même du point de vue purement militaire. Il est probable qu'une partie au moins des cibles visées en ex-Yougoslavie ont été vidées de leurs occupants et de leurs installations les

plus précieuses avant les bombardements, comme le prouve l'exemple, toujours d'actualité, de l'Irak. Il s'agit d'une précaution élémentaire, d'autant plus facile à prendre que la nature des objectifs pouvant être attaquée n'est pas inconnue : centres de commandement et de transmissions, installations de défense aérienne, terrains d'aviation...

Par ailleurs, du fait de la nature du théâtre d'opérations de l'ex-Yougoslavie, et en particulier du Kosovo, où on n'a pas vraiment à faire à un ennemi, mais où au contraire on cherche largement à protéger des populations civiles, il va de soi qu'il ne faut rien faire qui puisse mettre la vie de celles-ci en danger. Cela oblige à de grandes précautions dans les bombardements, en particulier à renoncer aux cibles qui seraient imbriquées dans le tissu civil d'activités, et cela en dépit du fait que les armes utilisées soient dorénavant très précises.

Enfin, on ne peut malheureusement exclure que ces frappes aériennes, en dépit de leur précision et du soin apporté à leur exécution, ne finissent par atteindre des civils. Dans un monde hyper médiatisé et où les télévisions sont omniprésentes, il est clair que cela aurait un effet très négatif, non pas seulement sur les victimes, mais aussi sur l'opinion publique et donc sur la volonté des dirigeants des pays occidentaux. Les américains, en particulier, ont été victimes, à plusieurs reprises, de ce phénomène de retournement.

3.1.2 Une attitude affaiblissante

Un autre risque pour les forces armées est l'omniprésence de l'autoprotection de la force engagée qui met au second plan la mission, première des forces. Ainsi le concept du « zéro mort » affaiblit ou fragilise les coalitions dans la résolution de la crise notamment face au terrorisme, aux médias ou aux risques encourus ou nécessaire pour remplir la mission. Un excès de protection isole la force et un manque de protection la fragilise. Comme en Somalie avec les troupes américaines la situation peut dégénérer et aboutir au retour précipité du contingent, sans règlement de la crise. Dans le même temps, une pression trop importante de l'obligation de « zéro mort » peut rendre le chef militaire « timide » et le mettre dans des situations de choix difficiles. Cette option place aussi le responsable militaire en position difficile face aux responsables politiques et face aux hommes qu'il commande. Dans ces deux cas la mission tactique peut ne pas être remplie ce qui est difficilement acceptable tant au niveau militaire que politique.

D'autre part, la vulnérabilité technique de certaines armes peut nuire ou limiter leurs possibilités d'acquisition ou de destruction. Les conditions météorologiques, les moyens de transmissions perfectibles sont les principales faiblesses des systèmes performants de défense et d'attaque.

Malgré les technologies performantes de surveillance et d'interception électronique des informations basées sur des mots clés ou par filtrage des réseaux téléphoniques²⁴, renforcées par la recherche et l'acquisition de renseignements d'origine humaine, tout maillage est perfectible. La carence des systèmes perfectionnés d'information peut s'illustrer par les erreurs d'appréciation, d'anticipation et de jugement de la CIA dans le bombardement de l'usine pharmaceutique de Khartoum non dédiée à l'élaboration de produits chimiques ou par le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade lors de la guerre du Kosovo, à plus de 300 mètres de l'objectif réel. Ainsi dans ces cas, le problème majeur du traitement de l'information est double : le temps et la couverture. En effet le premier problème est qu'il faut avoir le temps de traiter, d'analyser rapidement les flux d'informations. Pour anticiper il est nécessaire de pouvoir décortiquer justement tous les renseignements puis les recouper dans les meilleurs délais. En second lieu les sources d'informations doivent être multidirectionnelles. L'émergence d'états indépendants, revendiquant une indépendance ou

²⁴ par exemple les Etats-Unis peuvent écouter simultanément 6000 lignes téléphoniques nationales ou internationales

des territoires, l'accès aux armes nucléaires par des nations instables ou sous tension tels que le Pakistan, l'Inde, la Corée du Nord,..., sont de nouveaux secteurs de surveillance qui depuis la fin de la guerre froide deviennent de plus en plus nombreux et proches de nos intérêts vitaux.

La vulnérabilité technique se traduit aussi par le besoin de pouvoir évaluer les dommages collatéraux et les résultats des effets des armes dites de précision. En effet, le résultat terrain et les effets sur l'ensemble du dispositif adverse ne sont pas toujours évaluables.

Enfin, il y a le problème des coûts et des programmes. Par exemple, à la fin de la guerre du Golfe en raison des coûts, les bombes à guidage laser n'étaient employées qu'exceptionnellement. Dans le dernier exemple du Kosovo, les pays directement touchés par le conflit²⁵ seront les premiers à faire les frais de la guerre. Même s'il est impossible d'en chiffrer la facture, l'afflux de centaines de milliers de réfugiés ainsi que la destruction de nombreuses infrastructures de base fragilisent les économies de la région déjà très appauvries depuis le début des années 90. Le coût des opérations militaires devrait être plus lourd à porter pour les pays de l'OTAN. D'après les calculs d'un institut de recherches américain spécialisé - le Centre d'analyse stratégique et budgétaire (le CSBA), basé à Washington - les frappes aériennes ont déjà coûté 500 à 600 millions de dollars (560 millions d'euros) aux pays de l'OTAN après 17 jours de frappes. Cette somme représente un budget de plus de 200 millions de francs par jour. Il faut aussi prendre en compte maintenant les coûts de l'après-guerre : le stationnement d'une force de maintien de la paix au Kosovo du type SFOR sera très coûteux. Depuis le début des années 1990, les Etats-Unis ont dépensé plus d'argent pour leurs soldats stationnés en Bosnie que pour leurs missions aériennes au-dessus de l'Irak. Une aide internationale importante sera, ensuite, nécessaire pour permettre aux pays de la région - y compris la Serbie - d'affronter l'après-guerre.

La technologie a des limites budgétaires. Parallèlement, la durée des programmes, les échéances électorales et les bouleversements géopolitiques ne sont jamais en phase. Ainsi la cohérence et la compatibilité entre les armements, et, l'analyse stratégique ne sont pas toujours en phase au moment où surgissent les crises.

3.2 La problématique politique

3.2.1 Des coalitions fragilisées

Tout d'abord, et à titre d'exemple, la fragilité diplomatique s'est caractérisée récemment en Europe par le soutien unilatéral allemand à la Croatie qui a eu pour effet immédiat de relancer et faire dégénérer la crise en ex-Yougoslavie au début du conflit. La fragilité des coalitions peut permettre de ne pas tuer la crise dans l'œuf. Ensuite les groupes de contact successifs n'ont pas pesé lourd face aux pressions américaines et dans le cas du Kosovo l'ouverture fut trouvée seulement avec la participation des russes. La coalition pour l'application du traité de Dayton en 1995 était composée de 35 nations aux missions toujours convergentes mais aux intérêts parfois divergents. Le risque pourrait être que des nations forment des coalitions en fonction de leurs intérêts. Ces coalitions font l'objet de tractations, de marchandages permanents sans accord formel définitif fragilisant la coalition elle-même ou certains de ces membres isolés et plus faibles politiquement.

Une autre illustration du manque de cohésion des coalitions est la faiblesse des moyens alloués ainsi que l'absence de volonté politique pour rendre efficaces les embargos qui autorisèrent des violations massives, si bien que ces embargos n'eurent finalement que peu

²⁵ Kosovo, Serbie, Monténégro, Macédoine, Albanie

d'effet dans la recherche d'une solution négociée. Les faiblesses ou les divergences des états d'une coalition sont aussi amplifiées par les organisations internationales.

L'ONU, bien sûr, comportait déjà des risques : la neutralité humanitaire était mise à mal par le voisinage de soldats en armes. Le droit d'ingérence, brandi imprudemment, avait donné à beaucoup d'esprits, dans le tiers monde, le sentiment que les humanitaires pouvaient être le cheval de Troie d'un nouvel impérialisme armé, discréditant ainsi toute action d'une coalition occidentale. L'autre défi, c'est l'OTAN. Il faut que cette organisation soit réellement un outil de défense, qu'elle n'apparaisse pas comme une organisation agressive. L'intervention au Kosovo peut être lue de deux manières : l'OTAN vient pour promouvoir des principes et exporter de la sécurité dans la zone ou, comme la Russie, la Chine, mais également le Brésil et l'Inde, de grands pays du tiers-monde, l'OTAN c'est la loi du plus fort et que l'Alliance détermine seule sa stratégie.

Enfin l'unilatéralisme intransigeant et habituel des américains risque de faire perdre l'image de protecteur de valeurs universelles de toute coalition dont ils seraient membres. En effet, ils font une application trop sélective, et qui se résume de plus en plus à la façon dont est perçue à Washington l'intérêt national américain avant les avis de la coalition.

Ainsi, aujourd'hui comme le communisme s'est effondré, les Etats-Unis sont dans le monde la seule « hyper puissance ». Cette domination d'une telle amplitude porte fatalement ses propres vices dont le déséquilibre stratégique qui en résulte. Ce déséquilibre d'ailleurs s'est amplifié en octobre 1999 dans le domaine ultrasensible du nucléaire stratégique. Le 3 octobre 1999 un missile expédié des îles Marshall est détruit à 6800 kilomètres de son point de départ par un missile tiré, lui de Californie et volant à 27500 km/h. La cuirasse gagne à nouveau sur l'épée. Les Etats-Unis pourront à terme mettre à l'abri, sous une cloche défensive, leur territoire. Mais la crainte majeure c'est que l'Amérique, en confiant un jour ce système d'armes à quelques alliés, ne propage, hors de chez elle le déséquilibre nucléaire. Comme la Corée du Nord, l'Iran ou l'Irak comptent au nombre des « incontrôlables », le gouvernement américain songe à protéger le Japon ou Taiwan. Cette nouvelle situation est le germe de déséquilibres locaux et de futures tensions régionales à l'issue incertaine. La nouvelle donne technologique proposée par les Etats-Unis inscrite dans une stricte stratégie de défense et de protection remet en cause d'emblée l'équilibre international actuel.

De plus cet événement mais fin à l'accord américano-soviétique de 1972 stipulant l'abandon par les deux superpuissances d'alors de toute ambition de protéger leurs populations par des défenses antimissiles de façon à ce que la vulnérabilité des populations et des agglomérations soit une vraie garantie mutuelle de ne pas laisser une crise les opposants évoluer jusqu'au seuil d'ouverture du conflit. Ce projet protégerait les Etats-Unis, première puissance mondiale aujourd'hui, de toutes éventuelles attaques par armes de destruction massive de la part de nations appelées « états canailles » ou « rogue states » que la presse américaine définit comme la Corée du Nord, l'Irak, l'Iran, la Libye.... Cependant la Russie et la Chine ne sont évidemment pas des états canailles et donc se pose la question de l'équilibre stratégique avec ces états. Cette maîtrise de l'interception des engins balistiques n'est qu'une extension de la guerre « zéro mort » qui après la protection des combattants prend en compte la protection des populations.

A cela, le fait de pousser d'autres nations à intervenir au sol ou à retarder les échéances d'engagement terrestre peut avoir des conséquences stratégiques et créer une dissension dans une coalition. De plus cette situation favorise alors l'emploi systématique de « l'air power » qui n'a jamais répondu à elle seule aux objectifs visés.

Un autre aspect générateur de déséquilibre stratégique et réducteur d'efficacité des coalitions face aux engagements sont les lois Helms-Burton et Kennedy-D'Amato de 1996, qui prévoient la mise en œuvre de sanctions à portée extraterritoriale. Ces lois ont provoqué un

conflit entre les Etats-Unis et leurs alliés en remettant au premier plan un élément qui est à la fois une constante et une spécificité de la pratique diplomatique américaine, l'usage régulier de l'arme économique, sous diverses formes, pour atteindre des objectifs de politique étrangère. Les principales caractéristiques de cette évolution sont d'une part l'abandon progressif de la stratégie d' "economic warfare" et l'orientation vers une utilisation discontinue et "réactive" de l'arme économique.

De plus une situation stratégique peu rapidement changer. Le soutien militaire, financier ou économique accordé pour équilibrer ou contenir un conflit peut se retourner contre celui qui le fournit et ensuite amplifier une situation jusqu'alors contrôlée. L'exemple de l'engagement indirect des Etats-Unis en Afghanistan a eu pour premier effet le retrait des soviétiques de ce pays en 1989 précipitant l'effondrement de l'URSS. Mais ce départ a occasionné la montée en puissance du groupuscule taliban Wahhabites et de son leader Ben Laden, anti-américain et responsable présumé des attentats contre les ambassades du Kenya et de Tanzanie. Ainsi d'une situation maîtrisée en Afghanistan dans les années 80, les Etats-Unis ont créé une zone de risques potentiels de terrorisme et d'instabilité dans la région.

3.2.2 Une mobilisation difficile

Les armées des différents états occidentaux sont de plus en plus formatées pour intervenir à l'extérieur, pour se " projeter ". Cependant, politiquement, ce type d'intervention est de plus en plus délicat à mettre en œuvre. Il n'est plus possible aujourd'hui de mener une opération militaire durable sans le soutien des opinions publiques. Or, ces dernières, si elles étaient révoltées par les massacres auxquels se livrait Slobodan Milosevic, sont néanmoins réticentes à voir leurs pays engagés dans un conflit, si la vie de leurs soldats doit être massivement mise en danger. Toute guerre a un prix humain. L'effet «guerre du Golfe» aura duré moins d'une décennie. L'idée selon laquelle il existerait des guerres «propres», «presse-bouton», sans morts ni souffrances connaît aujourd'hui un sérieux discrédit. Ces effets dit pudiquement «collatéraux» dans le cas du Kosovo par exemple ont réveillé les consciences lorsque les objectifs sur les vidéos représentaient des trains d'innocents, des maisons de civils, des convois de réfugiés. Ainsi, un triste effet de vases communicants est apparu au grand jour : moins on est prêt à prendre des risques pour soi-même, plus le prix à payer par les autres doit être élevé. Faute d'avoir employé des troupes au sol, on a laissé sans défense des centaines de milliers de civils, jetés par la répression sur les routes de l'exode. Faute d'avoir fait voler nos avions plus bas, la coalition a accru l'imprécision des tirs et les victimes innocentes. Le seul avantage de la technologie est en fait de pouvoir choisir de quel côté seront les morts. Cela ne fait plus pour autant une guerre propre.

La pression populaire relayée par le phénomène médiatique force les dirigeants politiques à réduire à quasi rien le risque de pertes humaines. Les enquêtes d'opinion notamment au Etats-Unis ont montré la constance d'une opinion repoussant évidemment les pertes inutiles, les pertes subies dans des « guerres injustes » ou des guerres injustifiées et par contre l'acceptation des pertes malheureusement nécessaires lorsque le conflit est justifié. La pression médiatico-populaire conditionne l'attitude des directions politico-militaires démocratiques. Ainsi, les Etats-Unis ont eu deux fois moins de morts au Viêt-Nam que les français en Indochine au regard et en proportion de leur population, mais les médias, comme le cinéma en ont fait une exploitation démesurée avec leur réalité propre. Mais ce fut pour une cause perdue. Ainsi le syndrome vietnamien a fait des ravages dans l'opinion publique américaine et des études ont montré que le seuil de renoncement du peuple américain n'a cessé de baisser de conflit en conflit. Il se situerait aujourd'hui entre 25 et 250 pertes.

Par conséquent le coût humain, au sens général, relayé par les médias, a un fort impact politique, soit négatif (" cessons cette intervention meurtrière "), soit positif (" il faut tout faire pour arrêter cela ") et fragilise les coalitions occidentales tout en démobilisant les opinions publiques. Ainsi, l'opinion demande une guerre sans mort quand il s'agit de frapper. Inversement, elle se transforme en accusatrice lorsque des frappes entraînent des morts civiles. Il est vraiment très difficile de gérer une opinion aussi instable et contradictoire avec des médias qui amplifient ses fluctuations.

Au niveau des menaces, elles ne sont souvent pas très efficaces tant qu'elles ne se transforment pas en actes comme dans le cas du Kosovo et parallèlement l'accroissement de la puissance technologique dans la société accompagne la croissance de l'espérance de vie.

Il y a donc un lien de causalité entre la croissance de la capacité technique et le déclin de la vigueur démographique, causant l'allongement de l'espérance de vie et donc le vieillissement précoce de la population. Cette tendance de fait sur la valeur attribuée à la vie humaine, sur l'acceptation du risque qu'on acceptera de faire courir au combattant et finalement sur les modalités du recours de la force. Dans ce contexte, l'option « zéro mort » décidée à mots couverts par les politiques participe à l'affaiblissement du concept de « nation en armes ». La technologie, cette stratégie et la professionnalisation généralisée des forces armées poussent le citoyen à se désintéresser de leur outil de défense.

Pourtant l'outil militaire d'un pays constitue encore et toujours le moyen ultime de faire appliquer sa politique. Les armées sont donc mises en œuvre qu'à l'issue d'un long et tortueux processus de discussions et de pourparlers. L'option « zéro mort » vient rendre ce déroulement plus ardu dans le sens où les hommes politiques ont tendance à se montrer frileux, contraints qu'ils sont par les impératifs électoraux et le poids de l'opinion publique. Par cette attitude, l'emploi des forces risque de moins en moins à participer à la concrétisation d'intimidation et de dissuasion tant politique que militaire, ce qui induit une perte de crédibilité pour les états qui font de cette option un principe essentiel devant accompagner tout engagement. La mobilisation des responsables politiques est difficile. En conséquence, le politique n'envisage plus des conflits pouvant entraîner des pertes humaines et les militaires restent conscients que tout engagement aura un coût en vies humaines. De ce paradoxe naît une logique de non-engagement ou plus généralement une impasse stratégique.

L'intervention militaire de l'OTAN en Yougoslavie, notamment, a mis en lumière toutes ces difficultés politiques dans ce type d'opérations tant au niveau de chacune des démocraties qu'au niveau de la coalition.

3.3 Des contre stratégies

3.3.1 La stratégie asymétrique

La stratégie asymétrique, concernant les nations faibles technologiquement, a pour objectif de compenser l'écart et de perturber la suprématie des autres. Pour contrer un adversaire supérieur technologiquement, il faut analyser ses points faibles. Ses satellites, ses réseaux, ses centres de commandement, ses nœuds de communication. Du point de vue stratégique la capacité à contrer devrait s'articuler autour du triptyque : toucher/tromper/décourager. Toucher c'est rechercher le contact avec ceux qui en ont la phobie. Il faut rechercher la mêlée, la confusion des dispositifs de façon à compenser la supériorité des feux et de la reconnaissance de l'adversaire. En effet, la distinction ami/ennemi reste encore complexe sur un théâtre de basse intensité. Par exemple en Bosnie les troupes terrestres refusaient l'appui aérien car elles risquaient d'en être les premières victimes. Tromper est l'équivalent de la

déception par l'information erronée, les leurre technologiques, afin par exemple de faire déclencher des frappes inutiles ou inefficaces. Décourager met en avant les actions qui agissent sur les capacités des gouvernants et des opinions à subir des revers, des pertes, et sur leur impatience à durer dans la guerre.

Ainsi le pouvoir salvateur de la technologie ne fonctionne cependant que si celui qui est en face, l'adversaire, a la même manière de voir les choses. A défaut, c'est-à-dire si cet adversaire n'a peur ni de la mort (la sienne et celle qu'il inflige aux autres), ni de la technologie (par exemple en opposant des boucliers humains aux armes sophistiquées qui le menacent), c'est lui qui est alors en position de supériorité. Certaines guerres menées depuis plusieurs décennies par les Américains ont été, malgré leur capacité technologique, des échecs (Vietnam, Somalie). La technologie est peut-être l'atout des Occidentaux, mais c'est un atout de peu de poids face à quelqu'un qui ne combat pas à "armes égales", qui utilise la manipulation de populations civiles pour assurer sa défense et qui, à la stratégie du "zéro mort", oppose une stratégie de mort qui comprend : les risques de pertes humaines, d'enlèvement, d'arriver trop tard, un coût considérable induit par la nécessaire conjonction de quatre opérations simultanées (terrestre, maritime, aérienne et spéciale), sans parler des risques politiques internes. En effet, une "erreur" en politique étrangère ou des pertes substantielles sur le terrain ne manqueraient pas d'influer sur les processus électoraux propres à chaque pays membre de la coalition. Plus concrètement, le terrorisme ou la guérilla, en Occident aujourd'hui, évoque surtout une agression extérieure destinée, par le truchement d'une violence souvent aveugle, à influencer sur la politique d'un État en provoquant des victimes civiles. Pourtant, les terrorismes ne se limitent pas à ces manifestations, la plupart transnationales, provoquant un nombre de victimes relativement modeste. Ils concernent, d'une part, des mouvements ethniques ou religieux, souvent d'une épaisseur sociale non négligeable, qui utilisent la stratégie du sabotage ou de l'attentat (ciblé ou non) comme recours du faible au fort. Ces types de menaces représentent donc une série d'actions circonstancielles, efficaces et utilement médiatiques. Mais ils sont toujours habilement intégrés dans une stratégie plus vaste de guerre. Ainsi certains mouvements révolutionnaires ou extrémistes considèrent qu'ils font la guerre, à leur manière et selon leurs moyens. Par conséquent, à mesure que cette idée indéracinable de "tension absolue" s'est développée à partir de la conception des actions violentes et concentrées des affrontements primitifs ont pour objectif d'aboutir à un processus prolongé de conduite de la guerre. Ce processus peut inclure la coordination de forces séparées par des centaines de kilomètres, et des semaines et des mois d'actions continues où le degré de tension qui est imposé aux forces déployées, tend à dépasser ce que la nature humaine semble pouvoir supporter.

Le terrorisme est aussi un facteur de guerre. En 1983, 300 militaires français et américains ont été tués dans l'explosion de leur bâtiment de stationnement provoquant le retrait de la force multinationale du Liban. Les terroristes ont une stratégie de guerre de mort et avec la prolifération des armements nucléaires ou chimiques les démocraties occidentales deviennent des cibles privilégiées.

Mais aussi, le terrorisme moderne est mis en œuvre par des organisations structurées et poursuivant des buts définis, définissant des cibles précises comme par exemple l'IRA. Ce type d'organisation peut avoir recours à une arme sophistiquée, de fabrication complexe et de manipulation délicate. Il peut être alors défini un terrorisme professionnel utilisant le meilleur des technologies adaptées à ses besoins très clairement définis.

Dans le même temps, le Tiers Monde développe aussi des missiles stratégiques parce qu'il s'agit de technologies relativement accessibles et d'emploi facile qui permettent de se passer de technologies très perfectionnées que demandent aujourd'hui la construction et l'emploi des avions de combat. Un adversaire pourrait utiliser des moyens stratégiques : pour "paralyser

stratégiquement ” une coalition en élevant le coût des pertes ou de destruction. Plutonium volé, ventes inconsidérées, techno-mercenaires, et publications de documents secrets, la prolifération des armements nucléaires et biologiques est forte et le risque de détention par un belligérant devient de plus en plus probable. Les scuds irakien rappellent la capacité de nuire à l’avenir de nations mises en cause par une coalition. Par ces effets matériels et moraux ces armes sont donc économiquement accessibles comme l’ont montré les vieux scuds lors de la guerre du Golfe dont les bases de lancement mobiles sont difficilement détectables. En effet, si dans une armée moderne la performance des matériels est incontestablement un facteur essentiel d’efficacité, un autre facteur tout aussi important est le professionnalisme et le moral des hommes. De plus si le progrès technique s’est beaucoup accru sur le champ de bataille, l’homme reste physiquement présent sur le champ de bataille et continue donc à y constituer une cible, comme par exemple dans “l’Intifada ” des années 1980 et 1990 où l’armée israélienne a perdu la guerre des pierres. Etre plus performant vers le haut, n’empêche pas d’être de rester vulnérable vers le bas. Le progrès technique élargit le champ de la guerre mais il n’en supprime pas les formes traditionnelles.

En 1916 au fort de Douaumont, en 1936 dans l’Alcazar de Tolède ou en 1944 dans le monastère de Monte Cassino, des troupes aguerries et combattives avaient su conserver leur efficacité même après des déluges de bombes et d’obus. Cependant en 1991 dans le désert irakien, la phase aérienne avait non seulement affaibli le potentiel militaire de l’armée irakienne mais aussi la combativité de ses troupes démoralisées et même affamées. Cependant au Kosovo face à une armée organisée et attisée par une haine ancestrale, au sein d’un milieu boisé et montagneux le résultat fut plus modeste. Ainsi le premier milieu, le désert est facilement modélisable et s’apparente aux milieux continus propices aux guerres technologiques. Dans le second milieu comme dans les zones urbaines la modélisation est inopérante et l’intervention humaine et donc terrestre est inévitable. Dans ces conditions, la supériorité technologique s’estompe jusqu’à disparaître et l’efficacité des forces armées dépend bien moins de la performance de leur armement que de leur propre capacité à exploiter le terrain.

En ex-Yougoslavie en 92 et en 93, il n’y avait pas au sein des belligérants “ les bons et les méchants ”. L’emploi de frappes chirurgicales à distance pour éteindre le brasier bosniaque n’était pas réalisable ni même pensable. Ainsi si la guerre du Golfe fut l’apologie de la “ guerre moderne ”, la guerre civile yougoslave en a montré les limites. Dans le contexte balkanique, où les seules cibles politiquement acceptables étaient des forces ou des installations généralement mobiles et camouflées, une bombe autodirecteur laser restait seulement utilisable que si l’objectif était correctement identifié et localisé.

3.3.2 La maîtrise du temps et des conditions

Il n’est pas toujours possible d’imposer à l’adversaire “sa” guerre, tous les conflits le prouvent. Si la disparité technologique est de plus en plus importante dans un affrontement direct un belligérant plus faible utilisera le facteur capital du temps en employant des armes comme les mines antipersonnel, des armes chimiques... en dépit de l’opprobre international. Les différentiels de motivation créent parfois des écarts compensateurs. Le risque serait donc, s’il n’est pas nul, de voir un conflit local ne mettant pas en jeu les intérêts vitaux d’un état intervenant, se mettre à dégénérer. C’est le schéma vietnamien par excellence. Les récents conflits d’Afghanistan, de Tchétchénie ou même de Yougoslavie ont encore montré l’importance de la volonté des populations. Par exemple, le terrorisme permet d’obtenir des effets démultipliés à partir d’actions ciblées et ponctuelles dans les états ou contre la force déployée. Il s’agit de prendre la population en otage, de faire pression sur le plus grand nombre, de procéder à la déstabilisation de l’opinion publique et des institutions et d’affecter “ l’esprit de défense ” même en temps de paix. Entretenant un sentiment d’insécurité, elle

montre les limites des démocraties, l'éroitesse de leur marge de manoeuvre dans la prévention et la répression de tels actes. L'état montre ses faiblesses dans l'application de l'état de droit dont parallèlement il impose la mise en oeuvre sur un théâtre extérieur avec des forces armées qu'il ne peut utiliser sur son propre sol de la même manière.

Parallèlement, les nouvelles crises sont des lames de fonds dévastatrices car elles détruisent les lambeaux de sociétés corrompues et instables, générant à ciel ouvert des économies et des organisations parallèles mafieuses. Peuvent alors s'intégrer dans ces conflits insolubles des armées privées ou le mercenariat peut prendre la forme de la mafia, du banditisme, du terrorisme, du grand banditisme. De plus le milieu des crises à changer. Les nouvelles zones de crises sont de plus en plus le milieu urbain. Les agglomérations, et leurs dépendances, les concentrations urbaines, les grands centres industriels deviennent l'horizon tactique des forces engagées et les forces armées ont toujours entretenu un rapport difficile avec les agglomérations. Le défenseur est dans une localité dans une situation favorable et l'assaillant est placé dans une situation d'appréhension. La bataille de Stalingrad a réduit une armée de la Wehrmacht en 1944 et en 1956 il a fallu 15 divisions soviétiques pour mater l'insurrection populaire de Budapest. Le ratio confortable de destruction d'un ennemi en milieu urbanisé passe du classique 3 contre 1 à 6 voire 8 contre 1. Cette situation est coûteuse en hommes, en matériels et en temps. Dans ce milieu hostile, l'ennemi est omniprésent et insaisissable, la manoeuvre illusoire, les appuis difficiles et la surprise impossible. De plus la présence de population civile comme à Beyrouth complique l'action militaire et exclut toute action de destruction massive. Prisonnières, nos troupes sont des cibles potentielles qui en plus peuvent être bridées par la légitime défense comme au Liban puis en Bosnie sous les mandats de l'ONU. Le "sniper" et le terroriste deviennent les menaces premières amplifiant les risques de méprise.

Une force déployée sur un théâtre d'opérations fait face aussi à d'autres formes de violences insurrectionnelles et mafieuses et ainsi la force de théâtre peut être perçue comme une force d'occupation pour une partie des populations ou des belligérants et se révéler comme une cible dans le cadre d'une opération de maintien de la paix. Une action menée par une force publique "légal" peut devenir illégitime aux yeux des populations. Ainsi dans ce contexte difficile à gérer ou à administrer, la stratégie du « zéro mort » n'est pas complètement infaillible, surtout que dans le temps, les conditions d'une crise évoluent et se compliquent selon l'attitude des acteurs.

L'adversaire peut aussi maîtriser l'information. Ainsi le flot ininterrompu d'informations risque de rendre la décision de plus en plus difficile à prendre au sein des coalitions. Les redondances et les incohérences renforcent les besoins de recoupement et de validation. Le danger est de voir les "signaux faibles", ceux qui comptent, disparaître dans le bruit croissant des flux d'informations du théâtre. De plus il sera de plus en plus difficile à un analyste, même aidé des futurs agents informatiques intelligents, de traiter un volume démesuré d'informations en un temps aussi proche que possible du réel. Ce sont les premières conclusions sorties des toutes premières "manoeuvres digitales" menées en 1997.

Cette guerre de haute technologie risque d'être caduque face à des nations restées à l'âge agricole ou ayant tout juste atteint l'âge industriel. Les récents conflits nécessitant des forces internationales en Bosnie, ont aussi généré des tensions entre les alliés autour de la gestion du parapluie électronique par les Etats Unis

Concernant l'IDS qui est un système intégré de repérage par radars et par satellites les russes n'ayant pas ratifié le traité START²⁶ et la DOUMA ne souhaitant plus l'approuver, les russes

²⁶ Strategic Arms Reduction Treaty : initié le 18 juin 1979, il a pour objectif une limitation quantitative et qualitative des armes nucléaires stratégiques américaines et russes

s'orientent en parade à s'équiper de missiles intercontinentaux à têtes multiples en désaccord avec le traité START2. Ce système sera couplé selon les russes à un système de leurrage et de brouillage des "vues" des satellites d'interception. Déjà les russes ont équipé un régiment de missiles de type Topol-M. Ce missile ne contient actuellement qu'une tête nucléaire mais pouvant emporter un poids bien plus grand, ils sont susceptibles, d'après les experts, d'être équipés de plusieurs têtes (entre 3 et 6) ou peuvent emporter du matériel pour brouiller ou pour détourner les missiles de défense américains. L'épée reprend le dessus sur la cuirasse.

De plus, le refus du sénat américain de ratifier le traité d'interdiction de prolifération des armes nucléaires continue de faire courir au monde le risque d'une course à la prolifération de ce type d'armes de destructions massives. Ainsi la Russie demeure encore : elle conserve ses armes nucléaires et sa base de puissance demeure tout de même immense, même si elle est passablement ébranlée dans le court terme et si elle semble amoindrie du fait de la sécession des anciennes républiques soviétiques, et particulièrement de l'Ukraine.

Ainsi, quoi qu'il en soit, il ne fait de doute pour personne que la première de toutes les règles à appliquer est "qui veut, peut !". En définitive, ce qui importe le plus à la guerre est la détermination, la persévérance manifestée par les combattants sans doute mais aussi les responsables politiques, de parvenir à ses fins, comme l'ont bien illustré l'obstination et la constance des dirigeants des mouvements de décolonisation qui ont réussi, avec des moyens souvent dérisoires, à faire céder les puissances coloniales comme en Tchéchénie où la détermination des rebelles a un impact sur les troupes russes et peut permettre l'enlèvement des forces de Moscou sur l'ensemble du théâtre. Maîtriser le temps et certaines conditions, avec des capacités stratégiques ou tactiques à portée stratégique, réduit considérablement la dimension de toute définition de stratégie de « zéro mort ».

Conclusion

Toute stratégie en réponse à une politique de « zéro mort » peut être prise dans le sens d'une volonté de réduire les pertes, ce qui est une louable intention qui trouve un même écho positif chez le militaire et chez l'homme politique. C'est ainsi que la réduction des pertes et leur traitement sont devenus petit à petit des priorités dans tout engagement.

Cependant cette stratégie a tendance à engendrer des problèmes importants qui génèrent une perte de capacité opérationnelle et une logique de non-engagement. Ainsi le concept « zéro mort » peut être dangereux s'il arrache à l'esprit du responsable politique et surtout du soldat la possibilité qui caractérise ce dernier du don de sa vie pour autre chose que sa personne propre, effaçant alors la raison d'être du soldat.

« Les guerres se font avec des armes mais se sont des hommes qui les gagnent » disait le général Patton. La stratégie du « zéro mort » répond à de nombreux conflits comme ce fut le cas pour la crise du Kosovo. Mais parallèlement, cette stratégie comprend un nombre sérieux de contraintes ou de limites qui peuvent aller jusqu'à fragiliser une coalition. L'incertitude de l'issue des conflits modernes tant au niveau militaire que politique ne rend pas cette stratégie infaillible et simple. Il apparaît donc bien qu'aujourd'hui aucune stratégie ne peut assurer que l'emploi de la force minimisera les pertes tant du côté des alliés que des populations civiles ou des belligérants et puisse rétablir la paix de façon durable.

Cependant, il faudra toujours aller sur le terrain et le conquérir. Il ne faut donc pas se faire d'illusions et il est probant que les derniers conflits ont été aussi meurtriers que les conflits précédents. Ainsi, on peut peut-être avoir des frappes chirurgicales aujourd'hui qui promettent de causer des dommages importants, sans dommages collatéraux, sans garantie, mais quand on parle de zéro mort, il ne faut pas oublier que l'on parle de zéro mort de son côté, les amis.

Clausewitz écrivait déjà dans « Vom kriege », en 1831, «des philanthropes peuvent facilement imaginer qu'il existe une habile méthode pour désarmer et soumettre l'ennemi sans grande effusion de sang... c'est une erreur qui doit être extirpée».

C'est la raison pour laquelle, sans retour d'un bipolarisme stabilisateur ou d'un réel ordre mondial, les forces engagées au contact seront toujours déployées en sûreté et dans un cadre restrictif. Ainsi, les journaux rapporteront encore longtemps ce type de situation :

« Pourquoi sont-ils venus s'ils mettent autant de temps à rétablir l'ordre ? » demande Mgr Carlos BELO, évêque de Dili.

« C'est la politique du zéro mort, nous prenons notre temps car nous sommes là pour longtemps, sans doute pour des années... » répond un officier de la force multinationale.

TIMOR oriental, octobre 1999

Bibliographie

- « L'art de la guerre » SUN ZI,
- « Demain la guerre » de François Géré, édition Calmann Lévy, 1997
- « Le bel avenir de la guerre » de Philippe Delmas, édition Gallimard, 1999
- « Pour qui meurt-on ? » du Colonel de Richouffitz, 1998
- « Future Warfare » de G Robert et H Scales, 1997
- « Maîtriser la violence » du général Francart, 1999
- « La violence qui vient » de Eric de la Maisonneuve, édition Arléa, 1997

- les cahiers d'études stratégiques n°25

- Revue de « Défense Nationale », périodiques de 1999 numéro 4, 6 et 10

- articles de presse : Figaro, le Monde, le Point, la Croix,....

- sites Internet : de l'IRIS, la Fondation de Recherche Stratégique, l'Institut de Stratégie Comparée